

TOGO



Projet Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial (ANCR-GEM)

EVALUATION DES BESOINS NATIONAUX EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES



Mars 2008

Photos de couverture

Forêt, Zone éco-floristique IV, Préfecture de Kfototo

Epis de Maïs et de mil, Préfecture de l'Est-Mono

Mangroves, Port de Lomé, Préfecture du Golfe

Troupeau de vaches, Préfecture de l'Oti

Schéma de l'effet de serre, phénomène naturel dont l'intensification induit le réchauffement de la planète et les changements climatiques ;

Ville d'Aného sous l'effet de l'érosion côtière, montrant la passe entre l'océan et la lagune.

Préparation du champ par brûlis de la forêt

Massif dégradé par une mauvaise gestion des ressources naturelles

Concession inondée (Agbalépédo GTA, Lomé) Juin 2007

Usine NIOTO, Avril 2007

Point de rejet en mer, Avril 2007

SOMMAIRE

Liste des tableaux	ii
Sigles et Abréviations	iii
Résumé	1
Introduction	2
I- EVALUATION DES BESOINS SECTORIELS EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES	7
1.1 Rappel des principales obligations resultant des AME	7
1.1.1 Obligations relatives à la diversité biologique.....	7
1.1.2 Obligations relatives aux Changements climatiques	9
1.1.3 Obligations relatives à la désertification et à la dégradation des sols.....	10
1.1.4 Obligations internationales relatives à l'eau, à l'assainissement et à la pollution ..	11
1.2 Principaux efforts réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des AME ..	13
1.3 Atouts et opportunités liés à la mise en œuvre des AME au Togo	17
1.4 Faiblesses et contraintes dans la mise en oeuvre des AME	19
1.5 Synthèse des besoins en renforcement des capacités	24
1.5.1 Besoins en renforcement des capacités identifiés au plan systémique	24
1.5.2 Besoins en renforcement identifiés au plan institutionnel	29
1.5.3 Besoins en renforcement identifiés au plan individuel/humain	33
1.6 Actions à entreprendre	35
II- EVALUATION INTERSECTORIELLE DES BESOINS EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES	46
2.1 Forces, faiblesses et contraintes communes	46
2.1.1 Forces/atouts dans la mise en œuvre des conventions.....	46
2.1.2 Faiblesses/contraintes	47
2.2 Liens et synergies	49
2.2.1 Synergie théorique.....	51
2.2.2 Synergie pratique.....	53
2.3 Besoins prioritaires intersectoriels de renforcement de capacités	63
2.4 Intégration des secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux.....	70
Conclusion	73
Références bibliographiques.....	76
Annexe	78

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Principaux efforts réalisés par le Togo	14
Tableau 2 : Atouts et opportunités	17
Tableau 3 : Faiblesses/contraintes au plan systémique	19
Tableau 4 : Faiblesses/contraintes au plan institutionnel	21
Tableau 5 : Faiblesses/contraintes au plan individuel	23
Tableau 6 : Besoins en renforcement de capacités au plan systémique	25
Tableau 7 : Besoins en renforcement de capacités au plan institutionnel	29
Tableau 8 : Besoins en renforcement de capacités au plan individuel/humain	33
Tableau 9 : Actions à entreprendre au plan systémique	35
Tableau 10 : Actions à entreprendre au plan institutionnel	39
Tableau 11 : Actions à entreprendre au plan individuel	41
Tableau 12 : Liens de synergie au niveau des dispositions des AME	52
Tableau 13 : Implications institutionnelles de la gestion intersectorielle	53
Tableau 14 : Développement communautaire et approche participative appliquée à la gestion des infrastructures de base	56
Tableau 15 : Données transversales requises dans la gestion intégrée de la mise en œuvre des AME	57
Tableau 16 : Prise en compte des exigences des principaux AME par le PNAE du Togo	59
Tableau 17 : Besoins et actions à mener en matière de renforcement des capacités au plan institutionnel	63
Tableau 18 : Besoins et actions à mener en matière de renforcement des capacités au plan humain	66
Tableau 19 : Besoins et actions à mener en matière de renforcement des capacités au plan systémique	68

SIGLES ET ABREVIATIONS

AME	Accords Multilatéraux sur l'Environnement
ANCR	Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer
ANCR-GEM	Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial
BCH	Biosafety Clearing House
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CCD	Convention Cadre des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CHM	Clearing House Mechanism
CNUED	Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement
COM-STABEX :	Cadre d'Obligations Mutuelles de Stabilisation des Exportations
CREPA	Centre Régional d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement à faible coût
CVD	Comité Villageois de Développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM (ou GEF)	Fonds pour l'Environnement Mondial (ou Global Environment Facility)
GES	Gaz à Effet de Serre
GIEC (ou IPCC)	Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat (ou Intergovernmental Panel on Climate Change)
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IEC	Information, Education et Communication
IGES	Inventaire des GES
INFA/TOVE	Institut National de Formation Agricole de Tové

ITRA	Institut Togolais de Recherche Agronomique
MDP	Mécanisme pour le Développement Propre du PK
MERF /METRF	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières/Ministère de l'Environnement , du Tourisme et des Ressources Forestières
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PACIPE	Programme d'Assistance à la Communication et à l'Information sur la Protection de l'Environnement
PAR/GIRE/AO	Plan d'Action Régional de Gestion Intégrée des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest.
PK	Protocole de Kyoto
PMARC	Programme Mondial d'Appui au Renforcement des Capacités
PNAE	Plan National d'Action pour l'Environnement
PNE-TOGO	Partenariat National de l'Eau du Togo
PNGE	Programme National de Gestion de l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
POPs	Polluants Organiques Persistants
SAO	Substances Appauvrissant la couche d'Ozone
TdE	Togolaise des Eaux
UE	Union Européenne
UREC	Unités de Réduction d'Emissions Certifiées
V&A	Vulnérabilité et Adaptation
WACAF	Convention d'Abidjan sur la Mer de la Région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

RESUME

L'évaluation des besoins nationaux en matière de renforcement des capacités nationales dans le cadre du Projet Auto évaluation des Capacités Nationales à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR-GEM) au Togo connaît une autre étape. Les réflexions préliminaires sur l'identification des besoins pendant la réalisation du bilan de situation de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux en matière d'Environnement (AME) ont été approfondies avec l'évaluation sectorielle et intersectorielle de ces mêmes besoins. L'identification des besoins est consécutive aux nombreuses lacunes, faiblesses et contraintes qui ont été relevées dans le cadre du bilan. A la lumière de cet état des lieux, le pays connaît désormais ses capacités de gestion de l'environnement de façon globale, et particulièrement sa gestion des conventions dont celles de Rio.

Si le pays dispose de nombreux atouts et forces dans la mise en œuvre des AME et des programmes et projets en matière de l'eau, pollutions et assainissement, il est également confronté à de sérieuses contraintes et faiblesses qui ne lui permettent pas d'atteindre pleinement les résultats des actions entreprises aux fins du développement durable.

Le présent rapport qui s'appuie en partie sur les travaux antérieurs résume les obligations contenues principalement dans les Conventions des Nations Unies sur les Changements Climatiques et son Protocole de Kyoto, la Diversité Biologique et son Protocole de Cartagena, la Lutte contre la Désertification et sur les Conventions Internationales relatives à l'eau, à la pollution et à l'assainissement.

Par ailleurs, le rapport fait un rappel des principaux travaux réalisés dans le cadre des quatre thématiques couvertes par le projet. Il s'agit, entre autres, de l'élaboration de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique, de la mise en place du Cadre National de Biosécurité, de l'élaboration du Profil environnemental du littoral du Togo, de la Communication Nationale Initiale sur les Changements Climatiques, de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, et des rapports nationaux de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification.

En outre, corrélativement aux contraintes et faiblesses liées aux efforts réalisés par le Togo, des besoins sectoriels et intersectoriels en renforcement de capacités sont identifiés et les actions à entreprendre proposées.

L'évaluation des besoins intersectoriels a révélé la nécessité de développer des mécanismes de synergie dans la mise en œuvre des AME, du fait que certaines de leurs dispositions traitent de nombreuses questions communes relatives à l'environnement et au développement durable.

Ces questions communes sont, entre autres, l'information et la sensibilisation du public, le renforcement des capacités juridiques et institutionnelles, le développement du partenariat entre les acteurs, la promotion de la coopération sous-régionale, régionale et internationale, la recherche et le transfert de technologie.

En définitive, il ressort que les actions entreprises pour la mise en œuvre des AME au Togo sont plus caractérisées par une approche sectorielle et souffrent d'une insuffisance en matière de recherche de synergie.

Entre autres recommandations, il faut renforcer les cadres institutionnels, systémiques et individuels relatifs aux quatre thématiques pour faciliter une concertation et une collaboration plus efficaces entre les institutions étatiques et les autres acteurs en vue d'une synergie d'actions afin d'atteindre les objectifs visés par le présent projet en matière de gestion de l'environnement mondial.

INTRODUCTION

1. Contexte

Le processus d'élaboration de la stratégie nationale pour la création et le renforcement des capacités en vue de mieux gérer les ressources naturelles et l'environnement du pays et contribuer à une gestion durable de l'environnement mondial se poursuit avec

l'évaluation approfondie des besoins sectoriels et intersectoriels. Cette phase intervient après le bilan de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME), principalement des trois (03) Conventions de Rio, et de la quatrième thématique que le pays a retenue, à savoir les questions de l'eau, de la pollution et de l'assainissement. Les trois (03) Conventions de Rio, faut-il le rappeler, sont les Conventions des Nations Unies sur les Changements climatiques, la Diversité Biologique et de Lutte contre la Désertification. Le processus s'inscrit donc dans le cadre de l'exécution du Projet Auto évaluation des Capacités Nationales à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR) au Togo.

Pendant la réalisation du bilan, un travail préliminaire sur l'identification des besoins a été entamé. Cette identification des besoins est consécutive aux nombreuses lacunes, faiblesses et contraintes qui ont été relevées dans le cadre de ce bilan. Grâce à l'état des lieux qui est fait, le pays connaît désormais ses capacités de gestion de l'environnement de façon globale, et particulièrement sa gestion des conventions dont celles de Rio.

Le bilan a permis de relever des contraintes et faiblesses, ainsi que des forces et atouts dans la mise en œuvre des trois conventions de Rio et des programmes et projets en matière de l'eau, pollutions et assainissement. Ce travail a balisé la voie pour la réalisation d'un profil thématique pour chacun des quatre domaines ci-dessus cités, et pour une analyse intersectorielle, afin de permettre aux représentants des institutions publiques, privées, des ONG et de la Société civile impliquées dans le processus de dégager les priorités nationales en matière de besoins et de capacités à renforcer.

La présente étude utilisera les résultats du bilan sur les quatre thématiques. Toutefois, au niveau de l'évaluation des besoins intersectoriels, elle n'abordera pas les besoins sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la pollution, en raison des travaux qui sont en train d'être menés actuellement par le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau. Un travail complémentaire au bilan fait sur cette quatrième thématique sera conduit ultérieurement afin de mieux capitaliser les résultats des travaux du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'eau.

2. Objectif de l'étude

L'étude vise un double objectif. Il s'agit de faire :

- une évaluation approfondie des besoins nationaux et des possibilités en matière de renforcement de capacités pour chacun des quatre (04) domaines couverts par l'étude sur le bilan de situation, et ;
- une analyse intersectorielle des quatre (04) thématiques pour en dégager les liens et synergies dans la mise en œuvre des trois (03) Conventions de Rio.

3. Résultat attendu

Le résultat attendu est la production d'un document d'analyse approfondie d'orientation de base qui dégage les besoins nationaux en renforcement de capacités sectorielles et intersectorielles au triple plan individuel, institutionnel et systémique.

Le document doit également prendre en compte les possibilités et la nécessité d'intégrer et de promouvoir les aspects relatifs au genre en accordant une attention particulière aux différences qui existent entre l'homme et la femme en ce qui concerne les opportunités des AME au Togo.

4. Mission du consultant

La mission du consultant consiste à :

- ***pour l'évaluation sectorielle***

- dégager une compréhension claire des obligations au titre de chacune des conventions et identifier les possibilités offertes au pays ;
- examiner ce qui a été fait par le pays pour répondre à ses obligations et tirer profit des possibilités offertes par les conventions ;
- évaluer la performance du pays en termes de forces et contraintes pour répondre à ses obligations et tirer profit de sa participation à la mise en œuvre des AME ;
- identifier les besoins ainsi que les possibilités prioritaires de renforcement de capacités dans les domaines : Changements climatiques, Diversité Biologique, Désertification et les questions de l'eau, y compris les pollutions et l'assainissement), au plan individuel, institutionnel et systémique, et ;
- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

- ***pour l'analyse intersectorielle***

- identifier et analyser les forces, les contraintes et les besoins prioritaires en matière de renforcement de capacités intersectorielles ainsi que les possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies ;
- établir une liste de possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies dans la mise en œuvre des AME et dans la gestion de l'environnement mondial et national visant un développement durable ;
- établir une liste préliminaire des actions possibles de renforcement de capacités nécessaires pour répondre aux besoins intersectoriels prioritaires ;
- préciser la manière d'intégrer au mieux les secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux ;
- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

5. Rappel du concept « renforcement des capacités »

Selon le FEM et le PNUD, *le renforcement des capacités* est l'ensemble des « mesures prises pour accroître la capacité des individus, des institutions et des systèmes, à prendre et à appliquer des décisions, et à remplir leurs fonctions de façon efficace, efficiente et viable ».

Au plan *individuel*, le renforcement des capacités désigne le processus de changement des mentalités et des comportements, le plus souvent au moyen d'une formation pour faire acquérir des connaissances et améliorer les compétences, ou de l'apprentissage par la pratique, la participation, l'adhésion active à l'action menée et les processus qui permettent d'améliorer la performance grâce à des changements dans la gestion, la motivation, le moral, et les niveaux de responsabilité.

Au plan *institutionnel*, le renforcement des capacités est axé sur la performance de l'organisme dans son ensemble, sur ses moyens de fonctionnement, et sur sa faculté d'adaptation. Il vise à consolider l'institution en tant que système intégré incluant les individus et les groupes qui la constituent aussi bien que ses relations avec le monde extérieur. Outre les améliorations matérielles comme celles concernant l'infrastructure, le renforcement des capacités vise à clarifier les missions, les structures, les responsabilités et les filières hiérarchiques, les changements de procédures et de communication, et le redéploiement des ressources humaines.

Au plan *systémique*, le renforcement des capacités consiste à créer des « environnements propices » dans lesquels les individus et les institutions travaillent, ce qui englobe le cadre général d'intervention, le cadre économique et réglementaire, et les mécanismes incitant à une gestion responsable.

On entend par « *liens* » les rapports entre les thèmes et les questions traités par les AME, les mécanismes formels et informels de coordination des programmes et activités qui sont liés.

Les *synergies* sont les impacts positifs amplifiés découlant de la coordination ou de l'établissement de liens dans la mise en œuvre d'un ou de plusieurs AME.

6. Méthodologie

L'approche méthodologique a fait essentiellement recours à :

- la revue des rapports des études thématiques portant sur les changements climatiques, la diversité biologique, la désertification et la dégradation des sols et l'eau, l'assainissement et la pollution ;
- à la lecture du rapport synthèse sur le bilan de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement au Togo.
- certaines dispositions des conventions par moment ;
- des interviews additionnelles pour compléter les informations existantes ;

7. Structuration du rapport

A l'issue de ce processus, les informations recueillies ont permis d'élaborer le présent rapport structuré en deux parties :

- Evaluation des besoins sectoriels en matière de renforcement de capacités ;
- Evaluation des besoins intersectoriels en matière de renforcement de capacités.

I- EVALUTION DES BESOINS SECTORIELS EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES

L'analyse des besoins sectoriels en matière de renforcement des capacités constitue une étape vers l'élaboration de la stratégie nationale de renforcement de capacité dans la mise en œuvre des AME au Togo. Les domaines concernés sont la diversité biologique, les changements climatiques, la désertification et la dégradation des sols et l'eau, l'assainissement et la pollution. L'évaluation des besoins ne peut être complète que si les exigences juridiques, les opportunités offertes par les AME et les insuffisances liées à leur mise en œuvre sont identifiées.

1.1 Rappel des principales obligations résultant des AME

Le Togo est Partie à plusieurs AME. Mais dans le cadre de la mise en œuvre du Projet ANCR, les études thématiques ont traité des domaines de la diversité biologique, de changements climatiques, de désertification et de dégradation des sols et de l'eau, d'assainissement et de la pollution. Ainsi, les principaux instruments juridiques analysés sont :

- la Convention sur la Diversité Biologique et instrument connexe ;
- la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et instrument connexe ;
- la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la Désertification et la dégradation des sols ;
- les instruments juridiques internationaux relatifs à l'Eau, à l'assainissement et à la pollution.

1.1.1 Obligations relatives à la diversité biologique

1.1.1.1 Exigences relatives à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique

Les dispositions de l'Article premier déclinent les trois objectifs principaux de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB)¹ :

- la conservation de la biodiversité ;
- l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique ;
- le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.

¹ Adoptée en 1992 à Rio.

Au niveau du champ d'application la CDB couvre l'ensemble de la diversité biologique. Il s'agit de la diversité, de la variété et de la fréquence du monde vivant sous toutes ses formes et à tous ses niveaux. La CDB considère les gènes, les espèces et les écosystèmes comme les éléments de la diversité biologique. Seuls les éléments de la diversité biologique situés dans les limites de la juridiction nationale à savoir le territoire, la mer territoriale, le plateau continental et la zone économique exclusive relèvent de la compétence de l'Etat Partie².

Les dispositions des articles 5 à 19 de la CDB donnent le cadre de référence auquel chaque Etat Partie doit se conformer. Les principaux engagements sont :

- l'adoption des mesures en vue de la conservation et de l'utilisation durable ;
- l'identification et la surveillance ;
- la prise des mesures de conservation *in situ* et *ex situ* ;
- l'adoption des mesures d'utilisation durable des éléments constitutifs ;
- l'organisation de l'éducation et la sensibilisation du public en matière de diversité biologique ;
- la réalisation des études d'impact et l'application des mesures appropriées de réduction des effets nocifs des projets ;
- l'adoption des mécanismes d'accès aux ressources génétiques ;
- la promotion de l'accès à la technologie et du transfert de technologie ;
- le développement du mécanisme d'échange d'informations (CHM).

1.1.1.2 Obligations relatives à la prévention des risques biotechnologique

Le Protocole de Cartagena sur la Prévention des risques Biotechnologiques adopté le 29 janvier 2000 à Montréal, a pour objectif de contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières³. Il est exigé de chaque Partie⁴ de prendre « les mesures juridiques, administratives et autres nécessaires et appropriées pour s'acquitter de ses obligations au titre du Protocole »⁵.

² Article 4 de la CDB.

³ Article 1er du Protocole de Cartagena.

⁴ Partie désigne ici tout Etat ou organisation qui a signé et ratifié le Protocole ou qui y adhère.

⁵ Article 2 du Protocole de Cartagena.

1.1.2 Obligations relatives aux Changements climatiques

1.1.2.1 Exigences résultant de la CCNUCC

La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)⁶ est un instrument juridique international non contraignant par lequel les parties contractantes manifestent leur volonté commune de réduire le réchauffement actuel de la planète en vue de parer aux effets néfastes des changements climatiques sur la composition, la résistance et la productivité des écosystèmes naturels ou aménagés, le fonctionnement des systèmes socio-économiques et le bien-être et la santé de l'homme.

La Convention sur les changements climatiques se fixe pour objectif « de stabiliser les concentrations des GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique du système climatique »⁷ dans un délai suffisant afin que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique se poursuive de façon durable à l'échelle de la planète tout entière. Cependant, elle ne précise ni le niveau auquel il faudra ramener les concentrations des GES dans l'atmosphère, ni de combien il faudra que les Parties contractantes réduisent leurs émissions, ni le délai dans lequel ces réductions doivent être faites.

Partant du principe de la responsabilité commune mais différenciée, la CCNUCC a prévu, en son article 4, des engagements généraux et spécifiques.

Les principaux engagements communs à toutes les Parties sont⁸ :

- l'élaboration d'inventaires des émissions nationales de GES ;
- l'adoption de programmes et plan d'action nationaux de lutte contre les changements climatiques ; et
- la mise en place d'une coopération des Parties en matière de transfert de technologie, de recherche scientifique, de gestion des zones côtières, de riposte et d'adaptation à la sécheresse et à la désertification, de sensibilisation, d'éducation et de formation du public sur les changements climatiques.

Les engagements spécifiques concernent les pays de l'OCDE et ceux dont l'économie est en transition vers l'économie de marché. Spécifiquement, il s'agit des Etats Parties des Annexes I et II.

⁶ Adoptée en 1992 à Rion.

⁷ Article 2 de la CCNUCC,

⁸ Article 4 de la CCNUCC

1.1.2.2 Obligations résultant du Protocole de Kyoto

Conformément à l'article 18 de la CCNUCC le Protocole de Kyoto a été adopté le 11 décembre 1997. L'objectif de réduction couvre six principaux GES (dioxyde de carbone, méthane, oxyde nitrique, hydrofluorocarbures, perfluorocarbones, hexafluorure de soufre).

En outre, le Protocole assigne les parties de l'Annexe I à réaliser des études scientifiques, à mettre en place des mesures destinées à réduire les répercussions et à faciliter l'adaptation aux changements climatiques et qu'elles fassent rapport sur ces mesures.

Le Protocole de Kyoto a prévu des mécanismes de flexibilité devant permettre aux Parties d'honorer leurs engagements, à travers un vaste marché de réduction et/ou d'élimination des émissions des GES aussi bien au Nord qu'au Sud.

1.1.3 Obligations relatives à la désertification et à la dégradation des sols

La Convention sur la lutte contre la désertification adoptée le 17 juin 1994 à Paris, a pour objectif de « lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des arrangements internationaux de coopération et de programme Action 21, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées »⁹.

En adhérant à la CCD, les Parties s'engagent à :

- collaborer entre elles au moyen d'accords bilatéraux ou multilatéraux avec nécessité de coordonner leurs efforts et de mettre au point une stratégie à long terme cohérents à tous les niveaux ;
- adopter une approche intégrée visant les aspects physiques, biologiques et socio-économiques de la désertification et de la sécheresse,¹⁰ ;
- accorder la priorité voulue à la lutte contre la désertification et à l'atténuation de la sécheresse, à y consacrer des ressources suffisantes, à s'attaquer aux causes profondes de la désertification, à sensibiliser les population en particulier les

⁹ Article 2 de la CCD.

¹⁰ Article 4 de la CCD

femmes et les jeunes avec l'appui des ONG et en renforçant selon qu'il convienne la législation permanente¹¹ ;

- accorder la priorité aux pays Parties d'Afrique touchés compte tenu de la situation qui y prévaut sans oublier ceux des autres régions ;
- encourager la coordination des activités menées et l'exécution des programmes communs afin d'en tirer meilleur profit ;
- élaborer des programmes d'action nationaux¹². Les pays touchés coopèrent pour élaborer des programmes sous régionaux ou régionaux en vue d'harmoniser et de rendre plus efficace les programmes nationaux ;
- accorder en priorité un appui à l'élaboration et à la mise en œuvre technique et financière des programmes d'action nationaux, sous régionaux et régionaux des pays en développement touchés et en particulier ceux qui se trouvent en Afrique. (engagement spécifique aux pays développés Parties) ;
- collaborer avec les autres pour le transfert et la mise au point de technologie, la recherche-développement scientifique, la collecte et la diffusion d'informations dans le domaine de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse. (engagement spécifique aux pays touchés Parties) ;
- promouvoir le renforcement des capacités des institutions et celles du public par la sensibilisation, l'éducation et la formation pour lutter contre la désertification et atténuer l'effet de la sécheresse ;
- ne ménager aucun effort, dans les mesures de leurs capacités, pour dégager des ressources financières en faveur des programmes de lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse.

1.1.4 Obligations internationales relatives à l'eau, à l'assainissement et à la pollution

Les obligations internationales relatives à l'eau, à l'assainissement et à la pollution résultent de plusieurs accords internationaux régissant de façon sectorielle ces domaines. Les principaux instruments juridiques internationaux relatifs auxdits domaines auxquels le Togo est Partie sont :

- La Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (Alger, 1968). L'article V de cette convention est consacré à l'eau. Le paragraphe 1 de cet article exige des Etats-Parties d'instituer des politiques de conservation, d'utilisation et de développement des eaux souterraines et superficielles et de garantir aux populations un approvisionnement suffisant et continu en eaux appropriées ;

¹¹ Article 5 de la CCD.

¹² Articles 9 et 10 Articles 9 et 10

- La Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine (Ramsar, 1971) ;
- La Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACAF, Abidjan, 1981). L'objectif de cette convention est de protéger le milieu marin, les zones côtières et les eaux intérieures relevant de la juridiction des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ;
- La Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants adoptée le 22 mai 2001 qui a pour objectif la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les Polluants Organiques Persistants. Cette convention vise à inventorier les différents produits chimiques polluants organiques et établir un Plan de réduction des polluants ;
- La Convention de Rotterdam du 10 septembre 1998 sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international. Elle engage les Etats Parties à la Convention à demander et obtenir un consentement préalable des pays d'accueil avant le transport ou le stockage des produits chimiques dangereux destinés au commerce ou à d'autres fins ;
- La Convention de Bâle sur le Contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination. Le but général de la Convention est de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nuisibles qui peuvent résulter de la production, des mouvements transfrontières et de la gestion des déchets dangereux et des autres déchets.
- Le Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant des mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux. Il engage les Parties contractantes à accepter de coopérer dans l'optique d'adopter des règles et procédures dans le domaine de la responsabilité et de l'indemnisation des dommages causés lors des mouvements transfrontières et l'élimination des déchets dangereux et des autres déchets ;
- La Convention de Bamako (Mali) sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leurs mouvements transfrontières en Afrique. Elle régit l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leurs mouvements transfrontières en Afrique.
- La Convention portant statut du fleuve Volta et création de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV)- 19 janvier 2007. Elle vise à promouvoir le renforcement de la concertation entre les pays riverains, la coordination efficace des actions de développement, la gestion durable et l'accroissement des ressources en eau et des écosystèmes connexes vitaux dans le bassin de la Volta ;

- La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone de 1985 qui vise à éliminer totalement les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) et les remplacer par les substances nouvelles non dangereuses pour l'ozone.

1.2 Principaux efforts réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des AME

En adhérant aux AME, le Togo a l'obligation d'entreprendre des actions qui concourent à la mise en œuvre de ceux-ci tant aux plans politique, juridique que technique. Le tableau 1 résume les principaux efforts réalisés par le Togo.

Tableau 1 : Principaux efforts réalisés par le Togo

Thématiques Aspects	Diversité Biologique	Changements Climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollution
Politique	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Politique Nationale de l'Environnement ◇ Plan National d'Action pour l'Environnement 			
	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique ◇ Cadre National de Biosécurité ◇ Profil environnemental du littoral du Togo. 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Programme National de lutte contre la Désertification (PAN) 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Plan Stratégique de Mise en œuvre de la Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement au Togo. ◇ Politiques nationales de l'eau et de l'assainissement ◇ Politique Nationale du secteur urbain ; ◇ Plan national de mise en œuvre de la convention de Stockholm ; ◇ Plan national de gestion des produits chimiques ◇ Schéma directeur d'assainissement de la ville de Lomé
Juridique	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Loi N° 88-14 u 3 novembre 1988 portant code de l'environnement ◇ Loi n° 96-007/PR du 3 juillet 1996, relative à la protection des végétaux ◇ Décret N°2006-058/PR du 05 juillet 2006 fixant la liste des travaux, activités et documents de planification soumis à étude d'impact sur l'environnement (EIE) et les arrêtés d'application. ◇ Décret du 5 février 1938 "portant organisation du régime forestier du territoire togolais ". 			
	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Décret n° 2003-237/PR du 26 septembre 2003 relatif à la mise en place 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Loi N° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Arrêté N° 13/MERF du 15/10/2001 portant organisation du contrôle 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Loi n° 96 -004 du 26 février 1996 portant Code Minier ; ◇ Engagement vis-à-vis de de la

Thématiques Aspects	Diversité Biologique	Changements Climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollution
	<p>d'un cadre normalisé de gestion des aires protégées</p> <p>◇ Arrêté n° 005 /MERF/CAB/SG/DF C du 21 mai 2004 portant composition des dossiers de requalification des aires protégées</p> <p>◇ Arrêté n° 017/MERF/CAB du 13 Mai 2005 fixant les droits de circulation dans les aires protégées et les modalités de gestion.</p>	<p>◇ Loi N° 99-003 du 18 février 1999 portant code des hydrocarbures de la République Togolaise.</p>	<p>de la circulation des produits et sous-produits forestiers et installation de postes de contrôle forestiers.</p> <p>◇ Arrêté N° 0287/MISD du 13/12/2003 portant fixation de barrage de fouille de sécurité.</p> <p>◇ Arrêté N° 025/MERF/SG/DEF du 25/08/2005 portant réglementation de la délivrance des autorisations de dégagements et d'exécution des travaux sylvicoles par les Directeurs Régionaux de l'Environnement et des Ressources Forestières.</p> <p>◇ Arrêté N° 026/MERF/SG/DEF du 01/09/2005 portant interdiction d'exportation et de réexportation du charbon de bois et du bois de feu.</p>	<p>Conférence des Nations Unies sur l'eau et l'environnement à Dublin ;</p> <p>◇ Engagement régional en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau de la CEDEAO</p>

Thématiques Aspects				
	Diversité Biologique	Changements Climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollution
◇ Technique	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Inventaires fauniques, floristiques et des écosystèmes ◇ Monographie de la Diversité Biologique ◇ Etudes thématiques/Biosécurité ◇ Rapports nationaux sur la Diversité Biologique 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Inventaires des GES ◇ Communication Nationale Initiale sur les Changements Climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Rapports nationaux de mise en œuvre de la CCD 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Diagnostic de la Situation de l'Hygiène et de l'Assainissement au Togo ◇ Inventaire national initial des polychlobiphényles et des équipements les contenant au Togo ; ◇ Inventaires initail des pesticides POPs ; ◇ Inventaire initial des substances inscrites à l'annexe C de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (Dioxines/furanes, PCB, HCB) ; ◇ Evaluation de l'émission de Dioxines et Furanes ; ◇ Rapport sur l'exposition de l'environnement et de l'Homme aux POPs ; ◇ Profil chimique National ; ◇ Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les POPs.

1.3 Atouts et opportunités liés à la mise en œuvre des AME au Togo

L'évaluation sectorielle de la mise en oeuvre des AME au Togo a permis d'identifier des atouts et des opportunités qu'offrent ces accords au Togo. Le tableau 2 résume les atouts et les opportunités offerts au Togo par les mécanismes de mise en œuvre des AME.

Tableau 2 : Atouts et opportunités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
1. la dotation en équipements et renforcement institutionnel dans la gestion des SAO ; 2. la sensibilisation et la formation des acteurs sur les SAO ; 3. le renforcement des capacités nationales de gestion des SAO ;			
1. la richesse naturelle de la diversité biologique ; 2. le document de la monographie nationale de la diversité biologique 3. le document de la stratégie et le plan d'action spécifique à la diversité biologique ; 4. les mécanismes spécifiques à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena : le programme d'appui du FEM/PNUE à la mise en place du Cadre National de Biosécurité ; 5. le projet d'appui de l'UEMOA et de la Banque Mondiale aux Etats de l'espace UEMOA dans la mise place d'un cadre régional de biosécurité.	1. la prise de conscience au plan national de l'évolution du climat et de ses effets sur les activités socio-économiques ; 2. l'existence dans tous les secteurs d'institution de collecte de données ; 3. l'instauration depuis 1977, par l'Etat, de la Journée de l'arbre célébrée tous les 1er juin et la promotion du reboisement; 4. la promotion de l'agroforesterie et de l'agriculture biologique par un grand nombre d'ONG ; 5. le lancement en 2004, au sein de la Direction Générale de l'Energie, du Système	1. la disponibilité des ressources naturelles : eau, sol, végétation et faune ; 2. l'existence de technologies applicables dans les systèmes de production et d'exploitation agricole et forestière durables ; 3. le niveau de scolarisation ; 4. l'existence d'une prise de conscience des pouvoirs publics du phénomène de désertification et une volonté politique qui se traduisent par la mise en place de stratégies et plans d'action dans plusieurs domaines d'activités.	1. la disponibilité des ressources en eau ; 2. les possibilités de valorisation économique des ressources en eau ; 3. les institutions de coordination en matière de gestion de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement et de la santé 4. les potentialités scientifiques et techniques existant dans le pays ; 5. l'existence des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme pour les préfectures du pays dont les chefs-lieux sont des communes. 6. l'existence d'une structure de coordination Ozone

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
6. les initiatives de l'Union Africaine et de la CEDEAO en matière de réglementation de la biosécurité.	d'Information Energétique avec la publication annuelle du bilan énergétique.		

1.4 Faiblesses et contraintes dans la mise en oeuvre des AME

Les contraintes et les faiblesses identifiées dans le processus d'évaluation sectorielle de la mise en œuvre des AME relatifs à la diversité biologique, aux changements climatiques, à la désertification et à la dégradation des sols, et à l'eau, à l'assainissement et à la pollution peuvent être regroupées en trois catégories. Les tableaux 3 ; 4 et 5 indiquent respectivement les faiblesses/contraintes au plan systémique, institutionnel et individuel.

Tableau 3 : Faiblesses/contraintes au plan systémique

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ol style="list-style-type: none"> insuffisance de moyens financiers, humains et techniques pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique, du PNGE et du Cadre National de Biosécurité ; non intégration des dispositions des AME relatifs à la diversité biologique dans le corpus juridique national ; absence d'indicateurs nationaux de biodiversité ; insuffisances des outils de gestion foncière : lacunes des textes et difficultés d'application des textes existants ; suspension des actions de réhabilitation des aires protégées 	<ol style="list-style-type: none"> faibles capacités des décideurs politiques à appréhender le MDP en vue de saisir les opportunités qu'offre ledit mécanisme au pays ; faible appropriation de la problématique CC et du processus de mise en œuvre de la CCNUCC au niveau des institutions ; insuffisance de la documentation sur les CC en langue française ; faibles capacités techniques et matérielles à collecter, traiter, compiler, stocker et diffuser les données statistiques et les informations ; inadéquation des banques de données détenues par les services des statistiques, centres de documentation, etc. aux besoins en 	<ol style="list-style-type: none"> difficultés des populations à intégrer les préoccupations environnementales en générale et celles de lutte contre la désertification en particulier dans les pratiques quotidiennes, persistance de la pauvreté (62% de la population) et de la dégradation des conditions de vie, non maîtrise de la croissance démographique et la forte densité de population dans certaines zones, insécurité foncière. faible vulgarisation des textes réglementaires auprès du public et des institutions nationales, pratiques quotidiennes peu respectueuses de l'environnement ; baisse généralisée de l'aide au développement (due à la suspension de 	<ol style="list-style-type: none"> insuffisance de textes réglementaires ; décentralisation non effective ; faible niveau d'accès à l'eau potable ; faible niveau d'accès aux infrastructures d'assainissement ; insuffisance dans le système de collecte des données ; appropriation insuffisante des ouvrages et équipements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ; cadres de concertation inexistants ou peu performants ;

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
6. inexistence d'un cadre juridique d'encadrement du domaine des savoirs traditionnels et des droits des communautés locales ; 7. insuffisance des inventaires des ressources biologiques ; 8. inexistence d'inventaire au niveau de la plupart taxons des règnes des Algues, des Invertébrés et des techniques et connaissances endogènes/savoirs traditionnels ; 9. absence d'un cadre juridique spécifique à la gestion du patrimoine génétique ; 10. insuffisance de la prise en compte à certains niveaux, de l'approche genre ;	CC ; 6. faible accessibilité/connaissance des modèles, des logiciels d'IGES et des manuels du GIEC. 7. absence de modèle climatique régional ayant une résolution spatiale adéquate pour l'élaboration des scénarii de CC à un horizon temporel donné. 8. absence de méthodes de collecte de données conforme aux besoins de la mise en œuvre de la CCNUCC ; 9. faible prise en compte des changements climatiques dans les politiques sectorielles ; 10. faibles capacités techniques et matérielles d'observation et de recherche en matière de CC.	la coopération avec les principaux bailleurs de fonds) et le poids de la dette extérieure diminuant les ressources financières nationales disponibles pour appuyer un développement durable, 8. insuffisances des ressources financières des ONG, des structures gouvernementales, des collectivités et l'inexistence de lignes budgétaires destinées au financement des actions locales de lutte contre la désertification au niveau des collectivités locales, 9. faible capacité de mobilisation des donateurs et bailleurs de fonds pour la lutte contre la désertification.	8. faible capacité de mobilisation financière des collectivités locales et des ONG. 9. quasi inexistence des laboratoires d'évaluation des diverses formes de pollution.

Tableau 4 : Faiblesses/contraintes au plan institutionnel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ol style="list-style-type: none"> 1. faible prise en compte des orientations de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique et du Cadre national de Biosécurité par les décisions relatives aux aménagements institutionnels ; 2. non opérationnalisation des mécanismes d'enrichissement et de mise à jour du centre d'échange (CHM) ; 3. insuffisances des capacités des institutions sectorielles à intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets ; 4. non mise en place de certaines institutions prévues par le Cadre national de Biosécurité 	<ol style="list-style-type: none"> 1. faible appréhension par les institutions des liens entre leurs missions et les CC ; 2. implication insuffisante des institutions techniques au processus de mise en œuvre de la CCNUCC ; 3. faible implication de certains acteurs clés (acteurs du secteur informel, médias, forces de sécurité et de l'ordre, industriels, ONG) ; 4. absence de systèmes de collecte, de stockage et d'archivage des données d'activités au plan régional et préfectoral ; 5. absence de Comités Locaux sur les CC devant assurer le lien entre la CNCC et les collectivités locale dans les deux sens (top - down & bottom - up) ; 6. faible représentation et participation du pays aux fora internationaux sur les CC ; 7. faible prise en compte des CC dans la prise de décision, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement ; 8. faiblesse de synergie au niveau de la mise en œuvre des Conventions sur la désertification, la diversité biologique et sur les CC ; 9. insuffisance de continuité dans le suivi des dossiers CC au niveau des institutions ; 10. difficultés d'accès aux données d'activité et d'information auprès des structures de collecte ; 	<ol style="list-style-type: none"> 1. faible performance du cadre institutionnel : faiblesse des ressources humaines disponibles, des moyens financiers et matériels ; 2. faible capacité en moyens humains, matériels et financiers des ministères clés dans la lutte contre la désertification ; 3. difficultés de fonctionnement du Comité National de la CCD, 4. insuffisance des actions de recyclage des cadres des ministères techniques dans le domaine de la lutte contre la désertification, 5. lenteur dans le processus de décentralisation, 6. état embryonnaire de la recherche en matière de lutte contre la désertification, 7. insuffisance de concertation entre les structures étatiques et les autres parties prenantes. 8. faible opérationnalité des 	<ol style="list-style-type: none"> 1. faiblesse du cadre institutionnel de gestion intégrée de ressources en eau et d'approvisionnement en eau ; 2. multiplicité des intervenants dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement et manque de coordination entre les institutions ; 3. difficulté de fonctionnement des comités nationaux et interministériels ; 4. manque d'arrêtés d'application des décrets précisant les attributions des institutions/structures ; 5. non adoption du Plan stratégique de mise en œuvre de la politique nationale d'hygiène et assainissement au Togo devant contribuer au renforcement des capacités institutionnelles ; 6. faible capacité de gestion en matière d'eau, d'assainissement et de pollution au niveau des collectivités locales ; 7. faibles capacités des Directions Régionales (Environnement, Eau, Assainissement...), personnel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
	11. faibles capacités des institutions publiques et privés et des ONG à saisir les opportunités qu'offrent la CCNUCC et le PK ; 12. faible connaissance de la CCNUCC et du PK par les structures tant du secteur privé, des ONG que du secteur public ; 13. faible prise en compte des changements climatiques dans le corpus juridique national ; 14. faible contribution financière de l'Etat dans les projets CC ; 15. manque de ressources financières pour le recyclage et la formation d'experts nationaux ; 16. absence d'une structure spécialement chargée d'assurer la permanence des IGES.	comités préfectoraux, cantonaux et villageois de gestion et de protection de l'environnement, 9. faible intégration des préoccupations de lutte contre la désertification dans les politiques et stratégies sectorielles, 10. insuffisance de dispositif de suivi-évaluation des initiatives de lutte contre la désertification.	insuffisant, peu qualifié et moins motivé pour bien répondre aux missions qui leur sont assignées, et matériel élémentaire (machines à écrire, ordinateurs, véhicules...) inexistant. 8. insuffisance dans le suivi de la qualité des eaux : <ul style="list-style-type: none"> ○ très peu de laboratoires sont outillés pour cette mission ; ○ non publication des résultats d'analyses par la TdE ; ○ difficultés du laboratoire de l'Institut National d'Hygiène à effectuer des analyses de contrôle de l'eau distribuée par la TdE (insuffisance d'infrastructures et de réactifs),

Tableau 5 : Faiblesses/contraintes au plan individuel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
1. insuffisance d'experts qualifiés dans les domaines du droit de l'environnement et de la diversité biologique, de l'économie de l'environnement, de la politique et de la communication capables de relever les défis légaux et économiques pertinents pour la conservation de la diversité biologique et l'utilisation Durable de ses composantes.	1. faible maîtrise par les experts nationaux de la méthodologie et de l'utilisation des feuilles d'IGES du GIEC ; 2. non maîtrise par les experts nationaux des bonnes pratiques et des techniques de la gestion des incertitudes des IGES, 3. faibles capacités des experts nationaux à utiliser les modèles du GIEC ou à en concevoir de plus adaptés aux circonstances togolaises pour les études de vulnérabilité et d'adaptation ; 4. faibles capacités des agents des structures de collecte en matière de collecte des données d'activité et d'élaboration des coefficients/facteurs spécifiques d'émission ; 5. insuffisance de spécialistes dans le domaine des CC ; 6. faibles capacités des experts nationaux à monter des scénarios en matière de vulnérabilité et d'adaptation ; 7. faible capacité des acteurs clés à formuler des projets MDP.	1. insuffisance des actions de recyclage des cadres des ministères techniques dans le domaine de la lutte contre la désertification, 2. connaissance insuffisante des signes précurseurs de la désertification par le public et la société civile, 3. inexistence d'un système d'éducation, d'information et de formation du public en matière de lutte contre la désertification peu soutenue.	➤ insuffisance des conditions de motivation des agents ➤ dysfonctionnement dans le déploiement des agents ; ➤ faible maîtrise des outils et approches nouveaux de gestion des problématiques relatives à l'eau, à l'assainissement et aux pollutions par les agents ; ➤ faible maîtrise de la GIRE et de certaines techniques d'assainissement par le personnel des ONG.

1.5 Synthèse des besoins en renforcement des capacités

Il ressort des rapports thématiques sur la diversité biologique, les changements climatiques, la désertification et la dégradation des sols, et l'eau, l'assainissement et la pollution, que les besoins en renforcement de capacités indispensables pour améliorer les mécanismes de mise œuvre des AME sont d'ordre systémique, institutionnel, individuel/humain.

L'approche des interventions reste sectorielle au niveau des quatre domaines.

1.5.1 Besoins en renforcement des capacités identifiés au plan systémique

Au plan systémique, les besoins en matière de renforcement de capacités est présenté dans le tableau 6 ci-après :

Tableau 6 : Besoins en renforcement de capacités au plan systémique

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
1. Sensibilisation des décideurs sur la nécessité d'intégrer les dispositions des AME relatifs à la diversité biologique dans l'ordonnancement juridique national et mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique (ateliers gouvernementaux) 2. Amélioration du cadre juridique : <ul style="list-style-type: none"> ▪ en complétant les mesures législatives et réglementaires, par des mesures d'application souples et non contradictoires ; ▪ en élaborant un texte de loi régissant l'accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des bénéfices tirés de leur exploitation ; ▪ en promouvant l'application effective des textes. 3. l'amélioration des appuis	1. IEC des acteurs sur le FEM, son rôle et ses domaines d'intervention. 2. Promotion d'un dialogue permanent entre tous les acteurs et échange d'informations entre les acteurs centraux et les autres acteurs. 3. Facilitation de la circulation de l'information entre le CNCC et les comités locaux. 4. Renforcement des habiletés des décideurs politiques à amener le pays à saisir les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP 5. Information, sensibilisation et responsabilisation des institutions à tous les niveaux sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC. 6. Mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	1. Renforcement du système d'éducation, de communication et de plaidoyer pour un éveil de conscience sur les causes et conséquences de la désertification. 2. Exécution des actions concrètes de LCD sur le terrain (construction de retenues d'eau et d'ouvrages de lutte contre l'érosion, actions de CES/DRS, agroforesterie, reboisement, gestion des feux de brousses, la gestion de la fertilité des sols, la promotion des foyers améliorés, l'aménagement des bas-fonds, etc.) 3. Amélioration des connaissances des acteurs de développement sur les approches participatives 4. Mise en œuvre d'un système national de gestion des informations	1. Amélioration de la desserte (milieu rural et semi urbain). 2. Renforcement des capacités 3. Investissements physiques (Milieux urbain, semi urbain et rural) 4. Renforcement du cadre législatif 5. Renforcement des capacités 6. Etudes pour amélioration des connaissances 7. Recrutement des agents qualifiés pour le suivi et la collecte des données ; 8. Redéploiement des agents. 9. Création des conditions de motivation des agents. 10. Etablissement d'un plan de carrière des agents 11. Création d'un centre de métier de l'eau et de l'assainissement. 12. Acquisition de nouveaux

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
<p>institutionnels (équipement, formation,...) de l'Etat aux ONG ;</p> <p>4. Création d'un environnement favorable au recrutement de nouveaux diplômés ;</p> <p>5. Renforcement des capacités en moyens matériels et techniques des institutions étatiques et de recherche ;</p> <p>6. Elaboration des indicateurs nationaux de la biodiversité ;</p> <p>7. Relecture des textes relatifs à la gestion foncière ;</p> <p>8. Poursuite du programme de préservation des aires représentatives des différents écosystèmes, pour garantir leur pérennité et conserver leurs éléments constitutifs ;</p> <p>9. Réalisation de l'inventaire des techniques et connaissances endogènes/savoirs traditionnels ;</p> <p>10. Poursuite des activités d'inventaire des ressources</p>	<p>7. Intensification des actions d'IEC des acteurs et du public sur les CC et le processus de mise en œuvre</p> <p>8. Mise à disposition des experts et institutions clés, des documents de base traduits en français.</p> <p>9. Formation accélérée en anglais des experts nationaux.</p> <p>10. Appui en équipement approprié aux structures détentrices de données d'activité pour la collecte, l'analyse, la compilation, le stockage et la diffusion des données d'activité.</p> <p>11. Formation des agents de structures détentrices de données d'activité en techniques de collecte, de traitement, de compilation et d'archivage de données aux fins des besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.</p> <p>12. Assistance pour la réadaptation, si possible des données existantes aux besoins des CC.</p> <p>13. Elaboration et mise en œuvre</p>	<p>5. Renforcement des capacités d'organisation des populations pour assurer une gestion concertée des RN</p> <p>6. Développement des activités génératrices de revenus pour garantir la durabilité des actions entreprises.</p> <p>7. Mise en place d'un programme de recherche - action</p> <p>8. Renforcement des capacités climatologiques, météorologiques et les moyens de lancer des alertes précoces de sécheresse</p> <p>9. Développement d'un mécanisme de mobilisation des ressources financières et de financement des actions de CCD</p>	<p>équipements de collecte.</p> <p>13. Renforcement de la logistique (transport et équipement informatique)</p> <p>14. Réhabilitation des stations hydrométriques.</p> <p>15. Développement d'un réseau piézométrique dans le bassin côtier.</p> <p>16. Inventaire des ouvrages hydrauliques dans les différents bassins hydrographiques.</p> <p>17. Publication des données.</p> <p>18. Acquisition de nouveaux outils d'archivage</p>

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
<p>biologiques ;</p> <p>11. Renforcement des capacités des intervenants à mettre en synergie les efforts pour une meilleure gestion de la biodiversité ;</p> <p>12. Amélioration de la prise en compte des techniques et connaissances endogènes ;</p> <p>13. Mobilisation des moyens nécessaires à la mise en œuvre des mesures incitatives ;</p> <p>14. Adoption des projets de textes relatifs à la biosécurité</p> <p>15. Elaboration et l'adoption d'un cadre juridique spécifique à la gestion du patrimoine génétique ;</p> <p>16. Amélioration de la prise en compte à tous les niveaux, de l'approche genre ;</p> <p>17. Opérationnalisation des mécanismes d'accès des ONG aux financements de l'Etat et du secteur privé ;</p> <p>18. Mobilisation des ressources financières pour la pleine mise</p>	<p>d'une stratégie nationale permanente de collecte, d'analyse et d'archivage des données pour améliorer la préparation des IGES.</p> <p>14. Formation des agents des institutions de collecte de données à la détermination des coefficients d'émission adaptés au contexte national ou sous-régional.</p> <p>15. Développement des recherches thématiques pour combler les lacunes sectorielles identifiées</p> <p>16. Renforcement du système national d'observation et de suivi des CC</p> <p>17. Mise à disposition des experts nationaux de modèles, de logiciels d'IGES et de manuels du GIEC.</p> <p>18. Recherche de partenariat avec les pays annexe I pour la promotion de la recherche en modélisation.</p> <p>19. Renforcement des capacités des universités, instituts de recherche et ONG concernées pour développer la recherche en modélisation.</p>		

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
œuvre de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique, du Cadre National de Biosécurité et plans d'actions connexes			

1.5.2 Besoins en renforcement identifiés au plan institutionnel

Au plan institutionnel, les besoins en renforcement identifiés pour les quatre thématiques sont repertoriés dans le tableau 7.

Tableau 7 : Besoins en renforcement de capacités au plan institutionnel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
<ol style="list-style-type: none"> 1. Amélioration du cadre institutionnel en établissant un mécanisme de coordination et de suivi cohérent, en vue de générer un contexte de partenariat et des programmes multisectoriels, à cet effet la commission nationale de l'environnement et du développement durable devra être mise en place avec des sous commissions dont celle chargée de la thématique biodiversité. 2. Sensibilisation sur la nécessité de prendre en compte des orientations de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité 	<ol style="list-style-type: none"> 1. IEC des institutions sur les CC et leurs liens avec les activités humaines 2. Clarification du rôle et de la responsabilité des institutions techniques dans le processus 3. Organisation des structures détentrices de données en un système national coordonné au niveau sectoriel par les directions techniques et au plan national par l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. 4. Organisation des structures détentrices de données en systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage, coordonné par la Direction Régionale de l'Environnement. 5. Organisation des acteurs locaux en Comités Locaux sur les CC (CLCC). 6. Augmentation du nombre et diversification des délégués nationaux. 7. Renforcement des capacités des délégués nationaux en négociation dans le cadre des fora 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des capacités en moyens humains, matériels et financiers des ministères chargés de l'environnement et de l'agriculture ; 2. Renforcement des activités de recyclage des cadres des ministères techniques et des collectivités décentralisées dans le domaine de la lutte contre la désertification ; 3. Développement de la recherche en matière de lutte contre la désertification ; 4. Redynamisation du processus de décentralisation ; 5. Renforcement des capacités du Comité National de la CCD pour le rendre plus 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des capacités des divisions et des directions régionales (environnement, eau, assainissement) afin de les rendre plus opérationnelles 2. Renforcement des capacités en ressources humaines des institutions en charge de la gestion de l'eau, de l'assainissement et de la pollution ; 3. Renforcement du PNE-Togo ; 4. Mise en place des institutions inhérentes à la GIRE (Secrétariat permanent, Comités de bassin, Agence Nationale de l'eau) ; 5. Renforcement des infrastructures des

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
<p>Biologique et du Cadre national de Biosécurité par les décisions relatives aux aménagements institutionnels</p> <p>3. Développement des mécanismes d'enrichissement et de mise à jour du centre d'échange (CHM) ;</p> <p>4. Renforcement des capacités des institutions sectorielles à intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets ;</p> <p>5. Mise en place des institutions prévues par le Cadre National de Biosécurité</p> <p>6. Mise en place d'un service en charge spécifiquement de l'information et communication sur les AME.</p>	<p>internationaux sur les CC.</p> <p>8. IEC des décideurs sur les CC, la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC ;</p> <p>9. Création d'un cadre de concertation des Points Focaux des différentes conventions et du FEM pour une mise en œuvre synergique des trois Conventions ;</p> <p>10. Amélioration de la communication entre les Directions centrales et les Directions régionales et préfectorales ;</p> <p>11. Instauration au sein des institutions de l'obligation de restituer les résultats de fora nationaux et internationaux ;</p> <p>12. IEC de tous les acteurs sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC</p> <p>13. Diffusion de la CNI et de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC.</p> <p>14. Création par les institutions techniques d'une base de données sur les ONG intervenant dans leurs domaines respectifs</p> <p>15. IEC des décideurs politiques, des institutions techniques, des industriels et des ONG sur les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP.</p>	<p>opérationnel.</p>	<p>directions régionales ;</p> <p>6. Organisation des associations des usagers de l'eau.</p> <p>7. Création et le renforcement des organes de concertation au niveau national et régional.</p> <p>8. Appuis aux ONG à la maîtrise de la bonne gouvernance ;</p> <p>9. Appuis aux ONG à la maîtrise des mécanismes de financement ;</p> <p>10. Développement des mécanismes relatifs à la délégation des services d'eau.</p> <p>11. Etablissement des plans de carrières des agents ;</p> <p>12. Création d'un centre d'information de l'eau ;</p> <p>13. Création d'un centre de métier de l'eau et de l'assainissement</p> <p>14. Création d'un laboratoire central placé sous l'autorité de l'agence nationale de bassin.</p>

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
	<p>16. IEC des structures détentrices de données et d'informations utiles aux études des CC, sur leur rôle (des institutions) dans le processus de mise en œuvre, puis de l'importance des données qu'elles détiennent.</p> <p>17. Sensibilisation des structures de collecte et détentrices de données sur l'importance de leurs données dans le processus.</p> <p>18. IEC de tous les acteurs sur la CCNUCC et le PK</p> <p>19. Elaboration des textes d'application de la CCNUCC et du PK au Togo.</p> <p>20. Elaboration et application de textes relatifs aux CC.</p> <p>21. Elaboration de textes relatifs à la collecte, la gestion et l'accès aux données et informations sur les CC.</p> <p>22. Formation sur les mécanismes de financement de la CCNUCC</p> <p>23. Formation en conception des projets FEM</p> <p>24. Création du Fonds National pour l'Environnement</p> <p>25. Elaboration et mise en œuvre d'une politique de taxation environnementale.</p> <p>26. Formation des centres de formation et de</p>		

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
	<p>recherche sur les possibilités de financement des projets de recherche dans le domaine des CC.</p> <p>27. Développement d'un partenariat entre avec les pays de l'annexe I/les centres de recherche des pays de l'annexe I.</p> <p>28. Renforcement institutionnel des Points Focaux CCNUCC, FEM et GIEC.</p> <p>29. Appui financier aux Points Focaux FEM, CCNUCC et GIEC.</p> <p>30. Mobilisation par l'Etat de ressources conséquentes pour les projets CC</p> <p>31. Appui financier pour l'amélioration du système de collecte des données</p> <p>32. Appui financier des partenaires au pays pour renforcer l'efficacité des institutions techniques et de formation.</p> <p>33. Appui financier pour la médiatisation des activités relatives aux CC.</p> <p>34. Appui financier aux systèmes de collecte de données pour la mise en œuvre d'une stratégie adéquate de collecte permanente des données d'activité</p>		

1.5.3 Besoins en renforcement identifiés au plan individuel/humain

Au plan individuel, l'essentiel des besoins en matière de renforcement de capacités se résume à la formation et au recyclage des experts nationaux ainsi qu'amélioration de la rentabilité des agents. Le tableau 8 ci-après donne des précisions sur ces besoins selon les thématiques.

Tableau 8 : Besoins en renforcement de capacités au plan individuel/humain

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des capacités en ressources humaines notamment par la formation, l'éducation et le développement de la recherche ; 2. Formation des spécialistes sur les groupes taxonomiques les mieux représentés au Togo ; 3. Renforcement des capacités en ressources humaines du METRF avec des spécialistes pour chaque groupe systématique mieux représenté au Togo ; 4. Formation des intervenants sur la maîtrise des outils et des cycles de projets exécutés dans le cadre des directives du système des Nations Unies et autres 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation des experts nationaux à la maîtrise des directives, manuels, feuilles d'IGES. 2. Formation des experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES. 3. Formation des experts nationaux à la maîtrise des modèles du GIEC. 4. Formation des experts nationaux à la conception de modèles fiables plus adaptés au contexte national 5. Formation aux bonnes techniques et savoir faire en matière de collecte des données d'activité. 6. Initiation des agents de collecte à l'élaboration des coefficient/facteurs 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Facilitation de l'octroi des bourses d'études et de perfectionnement pour des formations diplômantes en gestion des RN et conception des projets. 2. Organisation des formations modulaires sur la gestion intégrée des terres et le montage des projets 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation des formations de recyclages des agents 2. Formation ou le recyclage du personnel de l'Etat, des collectivités locales et des ONG dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement. 3. Création des conditions de motivation du personnel. 4. Création des conditions de sécurisation du personnel pendant l'exercice de leur fonction. 5. Développement des mesures incitant à travailler en

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
<p>partenaires ;</p> <p>5. Formation des compétences en conception, gestion et suivi-évaluation des projets.</p>	<p>spécifiques d'émission.</p> <p>7. Elaboration et mise en œuvre d'un programme national de formation et de spécialisation en CC</p> <p>8. Développement d'un partenariat avec les universités et centres de recherche des pays de l'annexe I pour la formation de spécialiste et le recyclage des chercheurs.</p> <p>9. Formation des experts nationaux au montage des scénarii fiables.</p> <p>10. Formation au montage de documents de projets éligibles au FEM</p> <p>11. Formation à la méthodologie de formulation de projets MDP et au processus de soumission au Bureau Exécutif (BE)</p>		<p>équipe</p> <p>6. Mise en place des mécanismes d'évaluation des performances du personnel</p> <p>7. Développement des mesures facilitant la création des réseaux professionnels et les relations interpersonnelles</p>

1.6 Actions à entreprendre

Au regard des contraintes et faiblesses, des opportunités et des besoins en renforcement de capacités identifiés, le Togo devra poursuivre des efforts en renforçant ses capacités au plan systémique (*tableau 9*), au plan institutionnel (*tableau 10*) et au plan individuel (*tableau 11*).

Tableau 9 : Actions à entreprendre au plan systémique

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Elaborer et adopter des mesures d'application des textes : ➤ Promouvoir un environnement favorable au recrutement des nouveaux diplômés ➤ Doter les institutions étatiques et de recherche de moyens matériels et techniques ; ➤ Doter le Togo d'indicateurs nationaux de la biodiversité ➤ Procéder au réexamen et à l'amélioration des textes relatifs à la gestion foncière ; ➤ Redynamiser les programmes de préservation des aires : <ul style="list-style-type: none"> ○ organiser un forum national sur les aires protégées, ○ poursuivre les actions de 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir de la documentation de travail traduite en français aux experts et aux institutions clés. ➤ Traiter les données existantes afin de les adapter aux besoins des études en CC. ➤ Créer un site internet pour la mise en ligne des informations nationales et internationales relatives au processus de mise en œuvre de la CCNUCC. ➤ Traiter les données existantes afin de les adapter aux besoins des études en CC. ➤ Equiper les agents de la sécurité routière et les former à l'utilisation des kits de contrôle des fumées d'échappement. ➤ Doter les services météorologiques, océanographiques et hydrologiques 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer le système d'éducation, de communication et de plaidoyer pour un éveil de conscience sur les causes et conséquences de la désertification. ➤ Poursuivre des actions concrètes de lutte contre la désertification sur le terrain (construction de retenues d'eau et d'ouvrages de lutte contre l'érosion, actions de CES/DRS, agroforesterie, reboisement, gestion des feux de brousses, la gestion de la fertilité des sols, la promotion des foyers améliorés, l'aménagement des bas-fonds, etc.) ➤ Développer un mécanisme de mobilisation des ressources financières et de financement des actions de lutte contre la 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accélérer le processus de mise en œuvre du code de l'eau et l'élaboration des décrets d'application ➤ Mettre en place les institutions inhérentes à la GIRE (Secrétariat permanent, Comités de bassin, Agence Nationale de l'eau) ➤ Combler les insuffisances dans le système de collecte des données ➤ Mettre en place des normes et des directives relatives à l'eau ➤ Organiser des campagnes de sensibilisation et d'éducation des populations ➤ Créer un centre de métier de l'eau et de l'assainissement ➤ Créer un laboratoire central placé

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<p>requalification des aires protégées,</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ mobiliser les ressources financières nécessaires à la consolidation de la mise en œuvre du programme de réhabilitation des aires protégées ; <p>➤ Elaborer et adopter un cadre juridique relatif aux savoirs traditionnels et droits des communautés locales ;</p> <p>➤ Organiser des activités d'inventaire des ressources biologiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ poursuivre les activités d'inventaire au niveau des groupes systématiques mieux représentés au Togo ○ conduire des inventaires des taxons des règnes des Algae ; des Invertébrés et des savoirs endogènes ; <p>➤ Faire recours aux techniques et connaissances endogènes dans les politiques, plans, programmes et projets au niveau sectoriel ;</p> <p>➤ Développer et/ou valoriser les outils institutionnel, juridique, techniques et</p>	<p>de moyens techniques et financiers adéquats aux institutions d'observation et de recherche.</p> <p>➤ Recycler/former les agents des Directions décentralisées en gestion de l'environnement.</p> <p>➤ Informer les décideurs politiques sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC et le PK au Togo</p> <p>➤ Informer, former et sensibiliser les décideurs politiques sur les avantages et les opportunités liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du MDP</p> <p>➤ Informer, sensibiliser et responsabiliser les institutions, tant au niveau central qu'au niveau des régions.</p> <p>➤ Mettre en réseau le CNCC et les CLCC et faciliter les échanges d'informations entre eux.</p> <p>➤ Multiplier les actions de sensibilisation à l'endroit de tous les acteurs et du public.</p> <p>➤ Faire adopter le code forestier</p> <p>➤ Prendre un arrêté d'application du code forestier.</p> <p>➤ Adopter les rubriques et le découpage du GIEC pour la collecte et</p>	<p>désertification.</p> <p>➤ Développer et rendre opérationnel un système national de gestion des informations.</p> <p>➤ Renforcer les capacités d'organisation des populations pour assurer une gestion concertée des ressources nationales.</p> <p>➤ Développer des activités génératrices de revenus pour garantir la durabilité des actions entreprises.</p> <p>➤ Mettre en place un programme de recherche - action</p> <p>➤ Renforcer les capacités climatologiques, météorologiques et les moyens de lancer des alertes précoces de sécheresse.</p>	<p>sous l'autorité de l'agence nationale de bassin.</p> <p>➤ Adopter et appliquer la politique nationale d'hygiène et d'assainissement</p> <p>➤ Accélérer le processus d'élaboration du code de la santé et des décrets d'application</p> <p>➤ Créer le comité national de l'assainissement</p> <p>➤ Combler les insuffisances dans le système de collecte des données</p> <p>➤ Actualiser et mettre en exécution les plans directeurs d'assainissement des villes</p> <p>➤ Elaborer des normes et des directives relatives à l'assainissement et à la pollution (niveaux de pollution, niveaux d'alerte, conditions de réalisation des ouvrages d'assainissement, etc.)</p> <p>➤ Organiser des campagnes de sensibilisation et d'éducation des populations</p> <p>➤ Créer un centre d'information de l'eau et de l'assainissement</p> <p>➤ Créer un laboratoire central placé sous l'autorité de l'agence nationale</p>

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<p>ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre des mesures incitatives ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser des activités d'inventaire exhaustif des techniques et connaissances endogènes/savoirs traditionnels ; ➤ Faire adopter les projets de textes relatifs à la biosécurité ➤ Instituer un cadre juridique spécifique à la gestion du patrimoine génétique ➤ Intégrer dans les programmes et projets de gestion de la biodiversité l'approche genre : faire du groupe femmes un acteur intégré à tout le processus ➤ Entreprendre des actions qui concourent à l'amélioration du système d'information et de communication sur les aspects relatifs à la biodiversité. ➤ Mobiliser des ressources financières pour la pleine mise œuvre de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique, du Cadre National de Biosécurité et plans 	<p>l'archivage des données d'énergie.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Promouvoir un dialogue permanent et échanger à temps les informations entre les acteurs centraux et les autres acteurs. ➤ Créer un site internet pour la mise en ligne des informations nationales et internationales relatives au processus de mise en œuvre de la CCNUCC. ➤ IEC les industriels sur l'intérêt de réaliser des EIE et sur les textes juridiques relatifs aux EIE. ➤ Former les agents des voiries et des municipalités en gestion participative et intégrée des déchets. ➤ Fixer des normes sur les rejets d'effluents liquides et gazeux ➤ Prendre et appliquer des textes réglementant l'âge des véhicules de seconde main importés et de ceux devant circuler. ➤ Prendre un décret définissant les conditions d'expropriation des terres pour cause d'utilité publique dans le cadre de la création des puits de carbone). 		<p>de bassin</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Elaborer les textes d'application du code de l'environnement relatifs à la pollution ➤ Mettre en application tous les textes réglementaires relatifs à la lutte contre la pollution marine et côtière ➤ Combler les insuffisances dans le système de collecte des données ➤ Promouvoir le concept de technologies plus propres et de réduction des déchets dans les processus industriels ➤ Renforcer les actions de lutte contre les pollutions. ➤ Elaborer les nomenclatures des installations classées pour la protection de l'environnement. ➤ Elaborer des normes de rejets dans l'air, l'eau et le sol. ➤ Améliorer les connaissances des ressources en eau.

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
d'actions connexes			

Tableau 10 : Actions à entreprendre au plan institutionnel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rendre opérationnel la sous-commission thématique biodiversité de la Commission Nationale de l'Environnement et de Développement Durable ➤ Actualiser les données du CHM et acquérir les équipements informatiques nécessaires au fonctionnement du centre ; ➤ Mettre en place les institutions prévues par le Cadre National de Biosécurité ; 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Définir et/ou clarifier le rôle et la responsabilité des institutions techniques dans le processus ➤ Prendre des arrêtés portant création et organisation de systèmes sectoriels et national de collecte, de stockage, d'archivage et de diffusion des données. ➤ Prendre des arrêtés attribuant la coordination des systèmes sectoriels aux directions techniques et la coordination du système nationale à l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. ➤ Prendre un arrêté portant création, organisation et attribution des systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage de données coordonné par les Direction Régionale de l'Environnement. ➤ Prendre un arrêté portant création, attribution et organisation des CLCC. ➤ Renforcer la collaboration entre l'Etat et les ONG ; ➤ Fournir aux institutions de formation et de recherche, un personnel qualifié, un équipement adéquat et un support logistique conséquent pour une bonne formation dans les différents domaines des CC. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les capacités humaines, matérielles et financières des ministères clés dans la lutte contre la désertification (Ministères chargé de l'Environnement et de l'Agriculture), ➤ Redynamiser le Comité National de la CCD, ➤ Organiser les formations/recyclages des cadres des ministères techniques dans le domaine de la lutte contre la désertification, ➤ Redynamiser le processus de décentralisation, ➤ Promouvoir la recherche en matière de lutte contre la désertification, ➤ Développer des mécanismes de concertation entre les structures étatiques et les acteurs étatiques et les autres parties prenantes. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accélérer la mise en œuvre de la décentralisation des collectivités locales ➤ Renforcer les infrastructures d'assainissement ➤ Renforcer les infrastructures d'approvisionnement en eau potable ➤ Rendre opérationnel le PNE-Togo ➤ Renforcer les capacités de mobilisation des ressources financières des collectivités locales ➤ Créer et renforcer les organes de concertation au niveau national et régional. ➤ Faciliter et encourager la coopération des collectivités locales avec les partenaires extérieurs

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Doter d'équipements et de technologies de pointe les laboratoires de recherche dans les différents domaines des CC ➤ Renforcer les capacités de la Direction Générale des Transport pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la pollution due aux véhicules et de promotion des véhicules propres. ➤ Prendre un arrêté ministériel portant création, attribution et organisation de l'Unité CC. ➤ Responsabiliser les Directions Régionales et Préfectorales pour la coordination de la mise en œuvre de la CCNUCC aux niveaux régional et préfectoral. ➤ Renforcer les capacités de la Direction Générale de l'Energie en élaboration de stratégie nationale de développement énergétique viable ; ➤ Equiper les structures détentrices de données d'activité en matériels appropriés nécessaires pour la collecte, l'analyse, le stockage et la diffusion des données. ➤ Equiper les municipalités de matériels techniques adéquats de collecte et de gestion des déchets liquides. 		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser les associations des usagers de l'eau ➤ Assurer la délégation des services d'eau. ➤ Etablir des plans de carrières des agents.

Tableau 11 : Actions à entreprendre au plan individuel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser des stages de recyclage des enseignants et des chercheurs, ➤ Former des spécialistes pour chaque groupe systématique mieux représenté au Togo : Angiospermes, Ptéridophytes, Bryophytes et Thallophytes pour ce qui concerne les plantes et les grands groupes d'animaux ; ➤ Renforcer les capacités en ressources humaines du MERF ; <ul style="list-style-type: none"> ○ organiser des formations de spécialisation des agents en poste ; ○ faire recruter de spécialistes pour chaque groupe systématique mieux représenté au Togo pour renforcer le personnel du MERF ; ○ former de nouvelles compétences à mettre à la disposition des 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Former à l'utilisation des modèles et à l'interprétation des sorties de modèles. ➤ Former les experts nationaux à l'élaboration de modèles spécifiques. ➤ Former les experts nationaux à l'évaluation de la qualité des modèles. ➤ Former les experts nationaux aux techniques de montage de scénarii fiables. ➤ Former les experts nationaux à la maîtrise de la méthodologie de conduite des IGES. ➤ Former les experts nationaux à l'utilisation de modèles des feuilles de calcul d'IGES et à la maîtrise des bonnes pratiques et techniques de gestion des incertitudes des IGES. ➤ Former les agents de collecte en techniques de collecte de données selon les besoins en CC. ➤ Former des spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématique. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développer des mécanismes d'octroi des bourses d'études et de perfectionnement pour des formations diplômantes en gestion des ressources naturelles et conception des projets. ➤ Organiser des formations de renforcement de capacités des acteurs de développement sur les approches participatives en vue d'une amélioration des connaissances. ➤ Organiser des formations modulaires sur la gestion intégrée des terres et le montage des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Créer les conditions de motivation des agents ➤ Envisager le redéploiement des agents ➤ Prévoir des formations de recyclage des agents ➤ Former le personnel des ONG en GIRE et de l'assainissement.

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
structures ; ➤ Former les intervenants sur les méthodes de gestion des projets exécutés conformément aux directives du système des Nations Unies ; ➤ Organiser des formations de recyclage des agents en poste.	➤ Renforcer les capacités des agents des services d'observation et des instituts de recherche ➤ Former les agents de collecte à l'élaboration de coefficients/facteurs spécifiques d'émission. ➤ Former à la méthodologie de formulation de projet MDP et le processus de soumission ➤ Former les agents de la sécurité routière à la lutte contre la pollution due aux véhicules ➤ Former les agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets ou/et recrutement de spécialistes en gestion des déchets. ➤ Former à l'utilisation des modèles et à l'interprétation des sorties de modèles. ➤ Former les experts nationaux à l'élaboration de modèles spécifiques. ➤ Former les experts nationaux à l'évaluation de la qualité des modèles. ➤ Former les experts nationaux aux techniques de montage de scénarii fiables. ➤ Former les experts nationaux à la		

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
	<p>maîtrise de la méthodologie de conduite des IGES.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Former les experts nationaux à l'utilisation de modèles des feuilles de calcul d'IGES. ➤ Former les experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES. ➤ Former les agents de collecte en techniques de collecte de données selon les besoins en CC. ➤ Former des spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématique. ➤ Former les agents de collecte à l'élaboration de coefficients/facteurs spécifiques d'émission. ➤ Former les agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets. 		

A l'issue de l'évaluation sectorielle de la mise en œuvre des AME relatifs à la diversité biologique, aux changements climatiques, à la désertification et à l'eau, à l'assainissement et à la pollution, il ressort :

- que de nombreux atouts et opportunités s'offrent au Togo mais les contraintes et les faiblesses ont pesé sérieusement sur les efforts réalisés limitant ainsi les impacts de ces derniers d'une part,
- et d'autre part, que les insuffisances relevées reposent essentiellement sur la mise en œuvre sectorielle et l'exécution partielle des mesures d'ordre politique, stratégique et technique.

En matière de gestion de la diversité biologique, le Togo a, entre autres actions, entrepris des inventaires, élaboré la monographie nationale, la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique, le Cadre National de Biosécurité et le Profil environnemental du littoral du Togo. Certaines actions de terrains ont été également marquées par des activités d'information, d'éducation et de communication, et de conservation *in situ*.

S'agissant de la gestion de la problématique des changements climatiques, le Togo a élaboré la Communication Nationale Initiale dont les différentes études sectorielles et entrepris les actions d'information, d'éducation, de formation, de sensibilisation et de communication sur les changements climatiques et les opportunités liées à la mise en œuvre du MDP.

En outre, en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, le respect des obligations de la Convention requiert des capacités en rapport avec l'importance des objectifs. Il est difficile d'apprécier les efforts accomplis en matière de renforcement de capacités car il s'agit d'un domaine qui a souffert des effets de la situation socio-économique que traverse le pays depuis 1990. Il n'existe non plus de mécanismes fiables de suivi/évaluation en matière de renforcement de capacités. Néanmoins, le Togo a élaboré son Programme National de lutte contre la Désertification et produit deux rapports sur la mise en œuvre de la CCD.

Enfin, en matière de gestion de l'eau et des problèmes d'assainissement et de pollution, le Togo a réalisé des études qui ont permis d'identifier les potentialités en ressources en eau et la faiblesse des taux de couverture des services en eau potable et en assainissement de base. Il a également élaboré la politique nationale de l'approvisionnement en eau potable et de gestion intégrée des ressources en eau et la politique nationale d'hygiène et d'assainissement. En outre, des inventaires des POPs et des études sur les SAO et les pollutions marines ont permis d'élaborer des plans et programme de gestions spécifiques.

Il ressort de l'évaluation sectorielle que les efforts réalisés sont modestes à cause de l'importance des contraintes d'ordre systémique, institutionnel et individuel et des insuffisances identifiées.

Ainsi, afin de permettre au Togo de respecter ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale et de tirer profit des opportunités offertes par les AME, il est recommandé :

1. le renforcement de la conscience nationale en matière d'environnement par des actions d'information, de sensibilisation, d'éducation et de communication afin de donner aux citoyens la possibilité de se motiver et de s'organiser pour participer activement aux actions de développement durable ;
2. la création et le renforcement des capacités du Commission Nationale du Développement Durable ;
3. la consolidation des cadres institutionnels et réglementaires relatifs aux quatre thématiques pour faciliter une concertation et une collaboration plus efficaces entre les institutions étatiques et les autres acteurs en vue d'une synergie d'actions ;
4. la mobilisation des ressources financières nécessaires à la réalisation des actions identifiées ;
5. le renforcement des capacités systémiques, institutionnelles et humaines afin d'atteindre les objectifs visés en matière de gestion de l'environnement mondial ;
6. le renforcement de l'alphabétisation fonctionnelle des populations rurales afin d'améliorer leur niveau de connaissances dans le domaine de la désertification avec l'appui des ONG et autres acteurs de développement ;
7. la réalisation des infrastructures d'assainissement parallèlement à l'exécution des programmes de construction de points d'eau potable ;
8. la mise en œuvre des plans directeurs de l'assainissement dans le cadre de l'assainissement collectif ;
9. la finalisation des instruments juridiques régissant le secteur d'activités industrielles et extractives afin de freiner la pollution qui ne cesse d'augmenter ;
10. la mobilisation des ressources financières internes et externes par l'amélioration des mécanismes de négociation avec les donateurs et les bailleurs de fonds ;
11. l'élaboration d'un plan d'action qui prend en compte les actions identifiées à mener.

II- EVALUATION INTERSECTORIELLE DES BESOINS EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES

Les études thématiques qui ont fait le bilan de la mise en œuvre des AME, particulièrement des trois conventions de Rio, ont toutes révélé des contraintes, des insuffisances et des lacunes, mais aussi des atouts, des similitudes et des liens. Ces similitudes et liens tirent leur fondement des dispositions des conventions et des capacités du pays à mettre celles-ci en œuvre. C'est sur la base des résultats de ce bilan de situation que l'analyse intersectorielle des capacités nationales à renforcer est faite. L'objectif principal de ce segment de l'étude vise à dégager les questions communes aux conventions en termes de relations d'interdépendance, d'objectifs, de gestion et de mécanismes de fonctionnement.

D'une manière plus spécifique, il est question de :

- identifier et d'analyser les forces, les contraintes et les besoins prioritaires en matière de renforcement de capacités intersectorielles ;
- établir une liste de possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies dans la mise en œuvre des AME et dans la gestion de l'environnement mondial et national visant un développement durable ;
- établir une liste préliminaire des actions possibles de renforcement de capacités nécessaires pour répondre aux besoins intersectoriels prioritaires ;
- préciser la manière d'intégrer au mieux les secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux ;
- préciser comment les activités dans le cadre des AME peuvent mieux servir et soutenir les initiatives nationales en vue d'optimiser les avantages et contribuer à un développement durable au niveau mondial et national ;
- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

Dans le cadre de la présente étude, l'évaluation intersectorielle se limite à la mise en œuvre de la CDB, à la CCNUCC et à la CCD.

2.1 Forces, faiblesses et contraintes communes

2.1.1 Forces/atouts dans la mise en œuvre des conventions

En termes de bilan des forces/atouts dont dispose le pays pour mettre en œuvre les conventions, il faut principalement citer :

1. l'existence d'un Ministère spécifique en charge de l'environnement depuis 1987 ;
2. la prise en compte de l'environnement dans la constitution du 14 octobre 1992 et l'adoption de textes législatifs et réglementaires en matière d'environnement ;
3. la signature et la ratification par le pays de la plupart des conventions, accords et traités en matière d'environnement et le financement des activités habilitantes par le FEM/PNUD ;
4. la préparation des communications, rapports, monographies et stratégies nationales, consécutivement à l'adhésion du pays aux conventions dont celles de Rio ;
5. l'implication des acteurs des secteurs public et privé, des ONG et de la société civile dans la gestion de l'environnement à travers, le plus souvent, les cadres de concertation tels que les comités et commissions nationaux ;
6. la participation régulière du pays aux fora internationaux sur l'environnement ;
7. la politique de déconcentration et de décentralisation ;
8. l'accompagnement financier et technique du pays par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, etc...

2.1.2 Faiblesses/contraintes

La mise en œuvre des AME se heurte à plusieurs contraintes auxquelles s'ajoutent certaines faiblesses des pays dont le nôtre. Ces faiblesses sont le plus souvent d'ordre social, structurel et/ou conjoncturel. Les principales faiblesses et contraintes identifiées sont les suivantes :

➤ Au plan systémique

1. les insuffisances législatives et réglementaires, l'inadaptation de la législation au contexte des conventions ;
2. la non vulgarisation des textes réglementaires auprès du public et des institutions nationales ;
3. l'inexistence d'un système formel et permanent d'éducation, d'information et de formation du public en matière d'environnement ;
4. la baisse généralisée de l'aide au développement (due à la suspension de la coopération avec les principaux bailleurs de fonds) et le poids de la dette extérieure diminuant les ressources financières nationales disponibles pour appuyer un développement durable ;
5. les insuffisances des dotations budgétaires destinées au financement des actions de gestion et de protection de l'environnement ;

6. la non prise en compte systématique de l'étude d'impact sur l'environnement dans la conception et la mise en œuvre de la plupart des programmes et projets de développement ;
7. la faiblesse/inexistence d'un cadre formel d'appui de l'Etat aux ONG ;
8. l'insuffisance des moyens matériels et techniques des institutions étatiques et de recherche ;
9. l'absence d'indicateurs de suivi de la gestion de l'environnement ;
10. l'absence de normes nationales en matière d'environnement ;
11. l'insuffisance de moyens pour la mise en œuvre des mesures incitatives.

A la lumière des contraintes/faiblesses ci-dessus identifiées, il convient d'adopter des mesures qui concourent au renforcement des capacités, de manière à permettre au pays de contribuer au mieux à une gestion plus efficace des conventions visant un développement durable aux plans local, régional, national et mondial.

➤ **Au plan institutionnel :**

1. la mise en œuvre cloisonnée des conventions par les directions techniques qui se traduit par une insuffisante concertation entre les Points focaux de ces conventions ;
2. les difficultés de fonctionnement et la non durabilité des cadres de concertations en raison des participations discontinues des représentants des ministères techniques ;
3. la faible capacité en moyens humains, matériels et financiers des ministères techniques et des centres de formation ;
4. l'insuffisance/ou l'inexistence de la recherche en matière d'environnement ;
5. l'insuffisance de concertation entre les structures étatiques et les autres parties prenantes en matière d'environnement ;
6. la faible opérationnalité des cadres de concertations préfectoraux, cantonaux et villageois de gestion et de protection de l'environnement ;
7. l'inexistence et/ou la difficulté d'accès aux banques de données ;
8. les insuffisances des capacités des institutions à intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets ;
9. la faible implication de certains secteurs dans la mise en œuvre des conventions ;
10. la faible représentation et participation du pays aux fora internationaux sur les conventions ;
11. la faible implication des médias dans la sensibilisation du public ;

12. l'inexistence d'un cadre formel de synergie.

➤ **Au plan individuel/humain**

1. la persistance de la pauvreté qui est souvent identifiée comme l'une des causes de la dégradation des ressources naturelles ;
2. les difficultés des populations à appréhender les interdépendances des éléments de l'environnement et à intégrer les préoccupations environnementales dans les pratiques quotidiennes ;
3. la non maîtrise de la croissance démographique et la forte densité de population dans certaines zones ;
4. les insuffisances en ressources humaines (en effectif et en spécialisation) pour les différents secteurs d'activités ;
5. l'insuffisance des capacités des acteurs dans la maîtrise des outils et des cycles de projets exécutés dans le cadre des directives du système des Nations Unies et autres partenaires.

2.2 Liens et synergies

Chaque convention est un instrument qui a ses propres objectifs et obligations, mais qui présente également des liens, des synergies et des questions communes avec d'autres conventions.

L'objectif final recherché par les conventions est le développement durable requérant l'intégration à la fois des objectifs sociaux, économiques et environnementaux en vue de permettre aux générations présentes de satisfaire leurs besoins tout en assurant la satisfaction de ceux des générations futures. Il est bien évident que la mise en œuvre de l'une de ces conventions ne peut se faire sans prendre en compte les autres.

Ainsi les conventions de la génération de Rio touchent à de nombreuses questions communes relatives à l'environnement et au développement durable. Elles se recoupent en de nombreux points. Elles prônent toutes la collaboration entre elles parce que les problèmes écologiques auxquels elles tentent de donner des réponses sont inter reliées et interactives.

A titre d'illustrations de liens, la gestion des forêts et les pratiques agricoles ont des conséquences sur les changements climatiques, la diversité biologique et la dégradation des sols. Les conséquences de la déforestation (ou du déboisement) sont

la perte de la diversité biologique, la dégradation des sols et les émissions de GES sans compter les effets socioéconomiques (baisse de la production et des rendements dans l'agriculture). La désertification et la dégradation de la diversité biologique sont liées ; les écosystèmes arides présentent une riche diversité biologique animale et végétale qui constituent les habitats essentiels pour certains mammifères et oiseaux migrateurs. Déjà fragilisés par leurs caractéristiques biophysiques, ces écosystèmes sont particulièrement sensibles à la dégradation des terres, cette dernière apparaissant comme cause et conséquence de la perte de biodiversité. La désertification peut contribuer au changement climatique. Le recul du couvert végétal consécutif à la dégradation des sols peut également se répercuter, en les limitant, sur l'absorption et le stockage du carbone. Ce qui constitue un facteur aggravant pour les espaces touchés puisque la désertification appauvrit de fait les sols en carbone. Les effets de la désertification pourraient être accentués par les changements climatiques qui rallongeraient ou aggraveraient les périodes de sécheresse.

Les impacts des changements climatiques pourraient se faire sentir sur de nombreux écosystèmes ; ceux-ci perdraient bon nombre d'espèces à savoir celles incapables de s'adapter ; aussi, la résilience et la productivité de ces écosystèmes s'en trouveraient réduites. Il est donc clair que les problèmes visés par les trois conventions de Rio sont liés.

D'autre part, les trois conventions, comme d'ailleurs les autres AME, ont aussi entre elles des liens étroits. Porteuses d'une dimension de « développement et de lutte contre la pauvreté », elles préconisent toutes une approche plus traversable et globale pour traiter des problèmes qu'elles visent.

Ainsi, l'article 8 de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification dispose que : « Les Parties encouragent la coordination des activités menées en vertu de la convention et, si elles y sont Parties, en vertu d'autres accords internationaux pertinents, notamment la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique, afin de tirer le meilleur profit des activités prévues par chaque accord tout en évitant les doubles emplois. Les parties encouragent l'exécution de programmes communs, en particulier dans les domaines *de la recherche, de la formation, de l'observation systématique ainsi que de la collecte et de l'échange d'information*, dans la mesure où ces activités peuvent aider à atteindre les objectifs des accords en question ». On peut également citer l'article 4, paragraphe (e)

de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : Toutes les Parties « Préparent, en coopération, l'adaptation à l'impact des changements climatiques et conçoivent et mettent au point des plans appropriés et intégrés pour *la gestion des zones côtières, pour les ressources en eau et l'agriculture, et pour la protection et la remise en état des zones frappées par la sécheresse et la désertification, notamment en Afrique, et par les inondations* ».

En définitive, une analyse comparée des objectifs des conventions laisse clairement percevoir des interactions qui concernent, entre autres :

- l'information et la sensibilisation du public ;
- le renforcement des capacités juridiques et institutionnelles ;
- la collaboration avec d'autres conventions ainsi qu'avec les politiques et stratégies nationales de développement ;
- le partenariat entre les acteurs (public, privé, groupes cibles, bailleurs de fonds, etc.) ;
- la promotion de la coopération sous-régionale, régionale et internationale ;
- la recherche et le transfert de technologie ;
- la création d'organes nationaux de coordination ;
- l'élaboration de stratégies et de plans d'action.

2.2.1 Synergie théorique

Les possibilités de synergie dans la mise en œuvre des AME peuvent être appréciées à travers **le tableau 12** qui compare certaines dispositions des principales conventions.

Tableau 12 : Liens de synergie au niveau des dispositions des AME

Conventions Prescriptions	Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification
Inventaires nationaux		Article 4.1 a)	
Plans d'action nationaux et régionaux	Stratégie	Article 4.1. b	Article 9, 10
Identification et surveillance	Article 7		Article 16
Aménagement de zones protégées	Article 8		
Législation	Article 8 k	Préambule	Article 5 e)
Recherche	Article 12 b	Article 5	Article 17, 19 b
Education du public	Article 13	Article 6	Article 5 d, 19, 6
Centre d'échange d'informations techniques	Article 18		Article 18
Participation populaire	Article 9	Article 6 a	Article 19 (4)
Echange d'informations	Article 17	Article 7.2 b	Article 16
Formation	Article 12 a)	Article 6, 7, 12	Article 19
Rapports		Article 12	
Collecte des données	Article 7		Article 16
Examen des obligations-Evaluation de la mise en œuvre	Article 23	Article 12	
Rapport à la Conférence des parties sur les dispositions prises	Article 26	Article 7.2. e, 12	Article 26

2.2.2 Synergie pratique

Les formes de synergie pratique qu'implique la mise en œuvre des AME au niveau national peuvent être appréciées à trois niveaux :

- l'implications institutionnelles de la gestion intersectorielle ;
- l'approche participative appliquée à la gestion des infrastructure de base ;
- les données transversales requises pour une gestion intégrée des AME.

Le tableau 13 illustre les domaines d'intervention des principaux acteurs ;

Tableau 13 : Implications institutionnelles de la gestion intersectorielle

Thématique Institutions/Structures	Diversité Biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols
Ministère chargé de l'Environnement	X	X	X
Ministère chargé de l'Administration Territoriale	X	X	X
Ministère chargé de l'Agriculture	X	X	X
Ministère chargé de l'Urbanisme		X	
Ministère chargé des Ressources en l'Eau	X	X	X
Ministère chargé de la Recherche	X	X	X
Ministère chargé des Transports	X	X	X
Ministère chargé de l'Industrie	X	X	X
Ministère chargé des Affaires Sociales	X	X	X
Ministère chargé de la Santé	X	X	X
Ministère chargé de l'Energie		X	X
Ministère chargé de la promotion de la Zone Franche	X	X	X
Points Focaux	X	X	X
Instituts de recherche			
Université de Lomé	X	X	X
Centre d'Etudes, de Recherche Hydrographique et Océanique		X	
Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement		X	
Département de Géographie		X	X

Thématique Institutions/Structures	Diversité Biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols
Départements de Physique et Chimie		X	
Départements de botanique et de Zoologie	X	X	X
Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs		X	X
Ecole Supérieure d'Agronomie	X	X	X
Ecole Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaires	X		
Institut Togolais de Recherche Agronomique	X	X	
Laboratoire de Botanique et d'Ecologie	X		X
Laboratoire d'Entomologie	X		X
Laboratoire de Biotechnologies	X		X
Laboratoire de Gestion, Traitement et Valorisation des Déchets de l'Université de Lomé		X	
Laboratoire de Physique de l'Atmosphère de la faculté des Sciences		X	
Laboratoire sur l'Energie Solaire		X	X
Privés			
Entreprises	X	X	X
La Société Togolaise des Eaux (TdE)			
Organisation de la Société civile			
Communautés à la base, ONG et Associations	X	X	X
Confessions religieuses	X	X	X
Conseil National du Patronat du Togo		X	
Organes de concertation et de coordination			
Commission Interministérielle de l'Environnement (CIE)	X	X	X
Comité National de l'Environnement (CNE)	X	X	X
Comité National de coordination et de suivi de la gestion de l'environnement marin et côtier	X	X	X
Comités de protection et de gestion de l'environnement	X	X	X
Comités Régionaux et Locaux de Planification	X	X	X
Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC)	X	X	X
Partenariat National de l'Eau du (PNE-TOGO)			

Thématique	Diversité Biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols
Institutions/Structures			
Unité de Coordination Nationale (UCN) du Programme pour les Moyens d'Existence Durable dans la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest	X	

L'importance du développement communautaire et l'approche participative appliquée à la gestion des infrastructures de base est mise en exergue dans le tableau 14.

Tableau 14 : Développement communautaire et approche participative appliquée à la gestion des infrastructures de base

CONVENTION ACTIVITES	CCD	CDB	CCNUCC
1. Appui aux organisations socio professionnelles <ul style="list-style-type: none"> - agriculteurs, - éleveurs, - pêcheurs, - artisans - exploitants forestiers - Phytothérapeutes, vendeurs, Droguistes 	Cette activité permet de renforcer les moyens de production dans le sens d'une meilleure préservation des ressources naturelles	Cette activité permet de renforcer les moyens de production dans le sens d'une meilleure préservation de la diversité biologique	Cette activité permet de renforcer les moyens de production dans le sens d'une meilleure préservation des ressources naturelles permettant de maintenir les puits de carbone
2. Appui aux activités génératrices de revenus (AGR) <ul style="list-style-type: none"> - maraîchage, - artisanat, - micro crédit, - éco tourisme - aviculture 	Les activités génératrices de revenus sont une solution alternative à l'exploitation abusive du bois à des fins monétaires. Donc elles contribuent à préserver les ressources ligneuses qui, à leur tour, protègent les terres	Les activités génératrices de revenus sont une solution alternative à l'exploitation abusive du bois à des fins monétaires. Donc elles contribuent à préserver la diversité biologique	Les activités génératrices de revenus sont une solution alternative à l'exploitation abusive du bois à des fins monétaires. Donc elles contribuent à réduire la pression sur les ressources ligneuses et permettent de préserver les puits de séquestration du carbone.

Les principales données transversales nécessaires une gestion intégrée des AME en vue d'une synergie des interventions sont présentées par le tableau 15.

Tableau 15 : Données transversales requises dans la gestion intégrée de la mise en œuvre des AME

Ensemble de données requises sur	Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols
Utilisation des sols	X	X	X
Type de végétation	X	X	X
Forêts (type, densité, condition, production, ...)	X	X	
Forêts (régime de propriété, ..)	X	X	
Type de sol	X	X	X
Type d'agriculture	X	X	X
Utilisation de fertilisants		X	X
Recensement du bétail	X	X	X
Zones humides	X	X	
Océans	X	X	
Climat (température, précipitations, etc.)	X	X	X
Topographie (élévation, pente, aspect, ...)	X		X
Hydrologie de surface (lacs, rivières,...)	X		X
Etablissements humains	X	X	X
Population (recensement et densité)	X	X	X

Ensemble de données requises sur	Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols
Routes et autres infrastructures	X	X	X
Activités industrielles	X	X	
Centrales électriques (type, capacité, etc.)	X	X	
Puissance de lignes de transport d'électricité	X	X	
Autres			

Tableau 16 : Prise en compte des exigences des principaux AME par le PNAE du Togo

N°	Programme d'action-PNAE Togo	Convention pour la lutte contre la désertification	Conventions sur les changements climatiques	Conventions sur la diversité biologique
1.	Renforcer les capacités nationales en matière de la gestion de l'environnement	<p>Article 5d : sensibiliser les populations locales pour lutter contre la désertification</p> <p>Article 10 2d : renforcer les capacités climatologiques météorologiques et hydrologique</p> <p>Article 17 1a : aider a mieux comprendre les processus qui aboutissent à la désertification</p> <p>Article 17 1d : développe et renforcent les capacités de recherches nationales</p> <p>Article 19 : renforcement de capacités, éducation et sensibilisation</p>	<p>Article 4 1i : encourager la formation l'éducation et la sensibilisation du public sur le changement climatique</p> <p>Article 5b : soutenir les efforts pour renforcer les capacités et moyens nationaux</p> <p>Article 5c : prendre en compte les préoccupations pour améliorer les capacités endogènes</p>	<p>Article 10 d : aider la population locale à concevoir et à appliquer des mesures corrective</p> <p>Article 12 : recherche et formation</p> <p>Article 13 : éducation et sensibilisation du public</p>
2.	Promouvoir une conscience écologique nationale	<p>Article 10 2f : prévoir la participation effective au niveau national</p> <p>Article 10 3d : élaboration de projets à promouvoir de nouveaux moyens d'existence dans les zones sujettes de sécheresse</p> <p>Article 17 1a : aider a mieux comprendre les processus qui</p>	<p>Article 6a : éducation, formation et sensibilisation du public au niveau national</p> <p>Article 4 1i : encourager formation l'éducation et la sensibilisation du public sur le changement climatique</p>	<p>Article 8j : maintiens les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones</p> <p>Article 11 : mesure d'incitation</p>

N°	Programme d'action-PNAE Togo	Convention pour la lutte contre la désertification	Conventions sur les changements climatiques	Conventions sur la diversité biologique
		aboutissent à la désertification Article 17 1c : sauvegarder intégrer et valoriser les connaissances et savoir faire locaux Article 18 2c : encourager et appuyer l'amélioration des technologies Article 19 1d : encourager l'utilisation et la diffusion des pratiques des populations locales Article 19 3 : appuyer les programmes de sensibilisation et d'éducation public		Article 12a : mettre en place des programmes d'éducation pour conserver la biodiversité Article 13a
3.	Prendre en compte les préoccupations environnementales dans la planification et gestion du développement durable	Article 5e : créer un environnement porteur en renforçant selon qu'il convient la législation Article 10 1 : identifier par les programmes d'action nationaux les facteurs qui contribuent à la désertification et les mesure de lutte Article 10 2a : définir les stratégies à long terme pour lutter contre la désertification Article 10 2e : Promouvoir les politiques	Article 4 1b : établir, mettre en œuvre et publier des programmes contenant des mesures visant à atténuer les changements climatiques Article 4 1f : tenir compte du changement climatique dans leurs politiques et actions sociales Article 4 2a : prendre en conséquence les mesures	Article 6b : intègre dans la mesures du possible la conservation et l'utilisation de la biodiversité dans les plans programme et politiques Article 14 b : prendre des dispositions pour qu'il soit prise en compte les effets de l'environnement sur la

N°	Programme d'action-PNAE Togo	Convention pour la lutte contre la désertification	Conventions sur les changements climatiques	Conventions sur la diversité biologique
		et renforcer les cadres institutionnelles Article 10 3e : élaboration de programme d'irrigation	voulues pour atténuer les changements climatiques Article 3 3 : prendre des mesures de précautions pour prévoir prévenir ou atténuer les causes du changement climatique	biodiversité
4.	Promouvoir une gestion saine et durable des ressources naturelles et de l'environnement	Article 4b : prêter attention à la situation des pays en développement touchés de nature a promouvoir un développement durable Article 10 2c : accorder une attention particulière pour les terres quine sont pas encore dégradées Article 10 3b : renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des situations d'urgence Article 10 3c : mise en place d'un système de sécurité alimentaire Article 17 1g : accroitre les ressources en eau dans les zones touchées	Article 4 1c : encourager et soutenir l'application et la diffusion des pratiques et procédés qui permettent de prévenir et de maitriser les émissions anthropiques	Article 8 : conservation in situ Article 9 : conservation ex situ Article 10 : utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique Article 11 : mesures incitatives
5.	Renforcer la coopération sous régionale pour une gestion concertée des	Article 3b : améliorer la coopération	Article 4 1c : encourager et soutenir l'application et la diffusion des pratiques et	Article 13 b : coopération avec d'autres Etats pour mettre en place des programmes pour la

N°	Programme d'action-PNAE Togo	Convention pour la lutte contre la désertification	Conventions sur les changements climatiques	Conventions sur la diversité biologique
	problèmes environnementaux	<p>Article 3c : instituer une coopération</p> <p>Article 4 2d : encourager la coopération entre les pays touchés par la désertification</p> <p>Article 4 2e : renforcer la coopération sous régionale</p> <p>Article 10 3a : création au niveau sous régional de système d'alerte pour aider les personnes déplacées pour raison écologiques</p> <p>Article 11 : programmes d'action sous régionaux et régionaux</p> <p>Article 12 : coopération internationale</p> <p>Article 18 1c : faciliter la coopération technologique</p>	<p>procédés par leur coopération</p> <p>Article 4 1d : encourager la gestion rationnelle et le soutien par la coopération</p> <p>Article 4 1e : préparer en coopération, l'adaptation à l'impact des changements climatiques</p> <p>Article 4 1g : encourager et soutenir les travaux en recherche par les coopérations</p> <p>Article 4 1h : encourager et soutenir l'échanges des données par leur coopération</p> <p>Article 5c : coopérer pour améliorer les moyens et capacités endogènes</p> <p>Article 4 4 : aide des pays en développement par les pays développés Parties à faire face aux coûts de leur adaptation</p>	<p>gestion de la biodiversité</p> <p>Article 17 : échange d'informations</p> <p>Article 18 : coopération technique et scientifique</p> <p>Article 19 : gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages</p>

2.3 Besoins prioritaires intersectoriels de renforcement de capacités

Eu égard aux insuffisances de tous ordres identifiées et à la lumière des questions communes traitées par les conventions, des mesures immédiates, à moyen et long termes devront être prises pour le renforcement des capacités au triple plan institutionnel, individuel et systémique, en réponse aux besoins prioritaires ci-après. Certaines mesures relèvent plus d'une organisation interne au niveau des institutions que d'un véritable renforcement de capacités. Les tableaux 17, 18 et 19 résument ces actions.

Tableau 17 : Besoins et actions à mener en matière de renforcement des capacités au plan institutionnel

Faiblesse	Besoin	Action
1. La faible capacité en moyens humains, matériels et financiers des ministères techniques	1. Recrutement et /ou redéploiement de cadres qualifiés ; 2. Appui financier de l'Etat pour le bon fonctionnement des institutions ; 3. Recherche et mobilisation de ressources	1. Recruter le personnel qualifié et le former à la gestion de l'environnement 2. Doter les institutions de moyens financiers conséquents à travers les ressources de l'Etat et par la recherche et leur mobilisation 3. Doter les institutions techniques des équipements appropriés pour l'efficacité de leurs missions
2. La faible implication de certains secteurs (surtout privé) dans la mise en œuvre des conventions	4. Information sensibilisation et formation des acteurs à tous les niveaux ; 5. Renforcement institutionnel des organes régionaux de mise en œuvre des conventions 6. Mise en place de mécanismes continus de suivi et évaluation des politiques et des stratégies	4. Sensibiliser, former et responsabiliser les acteurs à tous les niveaux 5. Doter les organes régionaux de moyens techniques, humains et financiers conséquents 6. Elaborer des mécanismes continus de suivi-évaluation des politiques et des stratégies

Faiblesse	Besoin	Action
3. La mise en œuvre cloisonnée des conventions par les directions techniques qui se traduit par une insuffisante concertation entre les Points focaux de ces conventions	7. Amélioration de la coopération et de la concertation entre les directions techniques et les points focaux des conventions	7. Créer un cadre permanent de concertation et de travail ou le renforcer entre les directions techniques et les points focaux des conventions 8. Créer la Commission Nationale pour le Développement Durable
4. L'inexistence et/ou les difficultés d'accès aux banques de données	8. Sensibilisation des institutions détentrices de données 9. Création/renforcement des banques de données 10. Formation du personnel responsable des banques de données	9. Sensibiliser les responsables des institutions détentrices de données sur l'importance de leurs rôles par rapport aux données 10. Créer/renforcer les banques de données 11. Former le personnel responsable des banques de données
5. La faible capacité des agents à formuler de projets éligibles particulièrement dans les domaines d'intervention du FEM	11. Formation des agents en conception des projets	12. former les agents à l'élaboration des projets et procédures de financement
6. Les insuffisances des capacités des institutions à intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets	12. Renforcement des capacités des institutions à intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets	13. Former les agents des institutions à la maîtrise des outils d'intégration de l'environnement dans la planification et le cycle des programmes et projets
7. Les difficultés de fonctionnement et la non durabilité des cadres de concertations en raison des participations irrégulières des représentants des ministères techniques ;	13. Opérationnalité et durabilité des cadres de concertations	14. Doter les cadres de concertations de moyens financiers appropriés 15. Responsabiliser les personnels compétents pour les concertations

Faiblesse	Besoin	Action
8. La faible représentation et participation du pays aux fora internationaux sur les conventions	14. Augmentation du nombre et diversification des délégués nationaux ; 15. Renforcement des capacités des délégués nationaux en négociation dans le cadre des fora internationaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mobiliser des moyens financiers supplémentaires pour favoriser une plus grande représentation et une meilleure participation des délégués du pays aux fora ▪ Renforcer les capacités des délégués nationaux en négociation de portée internationale sur l'environnement
9. La faible implication des média dans la sensibilisation du public	16. Renforcement des équipements et des capacités en ressources humaines des média 17. Mise au point et production de matériels appropriés pour la sensibilisation	16. Renforcer les équipements des médias 17. Redéployer/former des journalistes en environnement 18. Mettre au point et produire des matériels appropriés pour la sensibilisation
10. L'inexistence d'un cadre formel de synergie	18. Développement d'un cadre formel de synergie au niveau des AME	19. Développer et rendre opérationnel un cadre formel de synergie.

Tableau 18 : Besoins et actions à mener en matière de renforcement des capacités au plan humain

Faiblesse	Besoin	Action
1. L'insuffisance d'experts qualifiés dans les domaines du droit de l'environnement, de l'économie de l'environnement, de la politique et de la communication en matière de l'environnement	1. Renforcement des capacités en ressources humaines /formation de spécialistes pour les différents domaines de l'environnement	1. Renforcer les capacités existantes en ressources humaines dans les différents domaines de l'environnement 2. Former/recruter des spécialistes dans les différents domaines de l'environnement
2. Faible capacité des acteurs à formuler des projets éligibles dans les domaines d'intervention du FEM	2. Formation des acteurs en conception des projets	3. Former les acteurs sur l'élaboration des projets et procédures de financement
3. La persistance de la pauvreté qui est souvent identifiée comme l'une des causes de la dégradation des ressources naturelles	3. Sensibilisation du public à la planification et au contrôle des naissances 4. Appui des populations aux initiatives privées et génératrices de revenus	4. Sensibiliser le public à la planification et au contrôle des naissances 5. Apporter des appuis financiers et techniques aux populations aux fins de l'initiation des activités génératrices de revenus
4. Les difficultés des populations à appréhender les interdépendances des éléments de l'environnement et à intégrer les préoccupations environnementales dans les pratiques quotidiennes	5. -Sensibilisation de la population sur l'importance et les rôles uniques et interdépendants joués par chaque élément de l'environnement 6. Formation de groupes cibles sur la compréhension et la prise en compte des préoccupations environnementales dans les pratiques quotidiennes	6. Sensibiliser la population sur l'importance et les rôles uniques et interdépendants joués par chaque élément de l'environnement 7. Former des groupes cibles sur la compréhension et la prise en compte des préoccupations environnementales dans les pratiques quotidiennes

Faiblesse	Besoin	Action
5. Les insuffisances de la maîtrise des contenus des AME par les agents des services étatiques ; 6. Les insuffisances des capacités des journalistes et animateurs des organes d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la biodiversité	7. Organisation des formations pour les agents des services étatiques sur la maîtrise des contenus des AME ; 8. Renforcement des capacités des journalistes et animateurs des organes d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la biodiversité	8. Organiser des formations pour les agents des services étatiques sur la maîtrise des contenus des AME ; 9. Renforcer les capacités des journalistes et animateurs des organes d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la biodiversité
7. La faiblesse/inexistence d'un cadre formel d'appui de l'Etat aux ONG	9. Amélioration du cadre d'appui aux ONG (appui technique et financier de l'Etat aux ONG)	10. Appuyer techniquement et financièrement les ONG
8. L'insuffisance des moyens matériels et techniques des institutions étatiques et de recherche	10. Renforcement des capacités en moyens matériels et techniques des institutions étatiques et de recherche	11. Doter les institutions étatiques et de recherche de moyens financiers conséquents 12. Doter les institutions étatiques et de recherche de d'équipements adaptés à leurs missions
9. L'insuffisance des formations interdisciplinaires de spécialisation dans les domaines relatifs aux AME au niveau national.	11. Promotion des formations interdisciplinaires de spécialisation dans les domaines relatifs aux AME à l'INFA de Tové et dans les établissements universitaires au niveau national.	13. Promouvoir les formations interdisciplinaires de spécialisation dans les domaines relatifs aux AME à l'INFA de Tové et dans les établissements universitaires au niveau national.

Tableau 19 : Besoins et actions à mener en matière de renforcement des capacités au plan systémique

Problème	Besoins	Actions
1. Les insuffisances législatives et réglementaires, l'inadaptation de la législation au contexte des conventions	1. Amélioration du cadre juridique par la relecture des textes et leur adaptation au contexte actuel (contexte post Rio)	1. Adopter rapidement la Loi-Cadre sur l'Environnement avec prise rapide des textes d'application 2. Réviser les textes sectoriels sur l'environnement
2. La non vulgarisation des textes juridiques et réglementaires auprès du public et des institutions nationales	2. Diffusion et sensibilisation du public sur les textes juridiques et réglementaires	3. Diffuser largement les textes auprès du public
3. L'inexistence de lignes budgétaires destinées au financement des actions de gestion et de protection de l'environnement	3. Prise en compte par le budget de l'Etat du financement des actions de gestion et de protection de l'environnement 4. Création du Fonds national pour l'environnement	4. Prendre en compte la gestion des conventions dans le budget de l'Etat 5. Créer le Fonds national pour l'environnement
4. L'absence d'indicateurs de suivi de la gestion de l'environnement ;	5. Elaboration des indicateurs de suivi de la gestion de l'environnement	6. Elaborer les indicateurs de suivi de la gestion de l'environnement
5. L'absence de normes nationales en matière d'environnement	6. Elaboration des normes nationales en matière d'environnement	7. Elaborer les normes nationales en matière d'environnement
6. La non prise en compte systématique de l'étude d'impact sur l'environnement (EIE) dans la conception et la mise en œuvre de la plupart des programmes et projets de développement	7. Sensibilisation des décideurs politiques, du secteur privé et des planificateurs de projets sur les textes régissant l'EIE et sa prise en compte systématique dans les programmes et projets de développement	8. Sensibiliser les décideurs politiques, du secteur privé et les planificateurs de projets sur les textes régissant l'EIE et sa prise en compte systématique dans les programmes et projets de développement

Faiblesse	Besoin	Action
7. Les insuffisances des structures concernées directement par la mise en œuvre des AME dans la maîtrise des mécanismes multilatéraux, bilatéraux et autres de mobilisation des ressources financières et de gestion des cycles des projets ; 8. Les insuffisances du système d'information et de communication sur les AME 9. Les insuffisances des outils de mise en formats appropriés des données/informations ; 10. L'insuffisance du recours à l'approche participative ; 11. L'absence de mécanismes de capitalisation des avantages synergétiques des activités de CCNUCC-CDB-CDD	8. Renforcement des capacités des structures concernées directement par la mise en œuvre des AME dans la maîtrise des mécanismes multilatéraux, bilatéraux et autres de mobilisation des ressources financières et de gestion des cycles des projets ; 9. Amélioration du système d'information et de communication sur les AME 10. Amélioration des outils de mise en formats appropriés des données/informations ; 11. Amélioration du recours à l'approche participative ; 12. Capitalisation des avantages synergétiques des activités de CCNUCC-CDB-CDD	9. Renforcer les capacités des structures concernées directement par la mise en œuvre des AME dans la maîtrise des mécanismes multilatéraux, bilatéraux et autres de mobilisation des ressources financières et de gestion des cycles des projets ; 10. Améliorer le système d'information et de communication sur les AME 11. Renforcer les outils de mise en formats appropriés des données/informations ; 12. Améliorer le recours à l'approche participative ; 13. L'absence de mécanismes de capitalisation des avantages synergétiques des activités de CCNUCC-CDB-CDD
12. L'insuffisance de moyens pour la mise en œuvre des mesures incitatives de protection de l'environnement	13. Financement par l'Etat des mesures incitatives de protection de l'environnement 14. Création du Fonds national pour l'environnement	14. Intégrer dans le budget de l'Etat le financement des mesures incitatives de protection de l'environnement 15. Créer le Fonds national pour l'environnement

2.4 Intégration des secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux

Depuis décembre 1998, le Togo a adopté une politique nationale de l'environnement dont l'objectif vise à « promouvoir une gestion globale et rationnelle de l'environnement pour améliorer le cadre et les conditions de vie des populations dans la perspective d'un développement durable ».

Pour y parvenir, des orientations stratégiques dans lesquelles devraient s'inscrire les programmes et projets de développement ont été proposées. Ces orientations cadrent fort bien avec les préoccupations de développement durable prônées par les conventions de Rio.

Toutefois, l'analyse des plans de développement économique et social du pays montre que les considérations d'ordre environnemental n'ont été que partiellement prises en compte. Très peu d'acteurs intègrent l'analyse de l'impact environnemental dans leurs initiatives de développement.

Une telle situation n'est pas de nature à assurer un développement durable au pays. A cet effet, un grand travail d'éducation, de formation et de sensibilisation des différents groupes socio-professionnels du pays devra très rapidement entrepris. Il devra être le soubassement des actions de renforcement des capacités à entreprendre, de manière à donner à ces différents groupes socio-professionnels les aptitudes requises pour l'intégration des préoccupations environnementales dans leurs pratiques quotidiennes.

En amont de toutes les politiques sectorielles, l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) devrait être obligatoirement un préalable à toute autre décision. Les impacts des politiques, plans et programmes devront dorénavant être évalués pour permettre d'améliorer la planification et justifier les choix de développement après des analyses comparatives des différentes options. Les projets sectoriels qui en découleront devront être ensuite mis en œuvre grâce à l'étude d'impact sur l'environnement (EIE).

Par ailleurs, la politique globale de relance de la croissance économique du pays devra s'appuyer sur des orientations et stratégies de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement pour assurer l'intégration des préoccupations environnementales dans tous les secteurs de développement ainsi que dans la gestion locale du développement afin de mieux impulser le développement durable.

C'est par l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement local, régional et national que le pays pourra contribuer au mieux à la gestion durable de l'environnement mondial.

De plus, la planification environnementale dans le processus de développement doit devenir partie intégrante de tout le processus de planification et de gestion macro économique, sociale et politique du pays. A cet effet, une meilleure intégration des activités des AME dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le document de stratégie de développement axé sur les OMD s'impose. Grâce à la mise en place d'un cadre favorable à la croissance pour la réduction de la pauvreté à travers la diversification de l'économie, par l'amélioration de la compétitivité, le développement du secteur privé et l'accès équitable des populations aux services sociaux de base, les conditions de vie des populations s'inscrira dans la perspective d'un développement durable.

Somme toute, il est aujourd'hui impérieux de programmer les actions de développement du pays en tenant compte des capacités de l'environnement à les soutenir. Il faut dorénavant des actions non improvisées mais mûries et réfléchies qui s'intègrent dans les politiques, stratégies et plans nationaux. Etant donné que l'introduction des actions découlant des AME est postérieure à la prise des textes qui régissent la gestion des ressources naturelles et de l'environnement du pays, une relecture de ces textes s'impose, si elle ne l'est pas encore, avec la prise en compte du concept de développement durable que véhiculent les conventions, particulièrement celles de Rio.

Le Gouvernement devra développer des lois, politiques et des réglementations appropriées ou les actualiser et renforcer les institutions dans la prise de décisions, la surveillance et l'évaluation ainsi que l'application effectives de ces mesures.

Il devra être mis à la disposition des institutions les moyens humains qualifiés, financiers et techniques suffisants pour leurs missions. A ce titre, l'environnement devra être inscrit, au terme de ce processus, comme l'une des priorités nationales. Il ne peut en être autrement, car aucune activité ne s'est développée jusqu'alors et ne peut se développer sans prendre appui sur les ressources naturelles et l'environnement.

La participation des populations sans exception devra être encouragée et renforcée, particulièrement celle des femmes et des jeunes, directement ou indirectement à travers les ONG et les associations.

CONCLUSION

La gestion durable de l'environnement repose sur des institutions solides et performantes et sur des textes appropriés. Au Togo comme d'ailleurs dans la plupart des pays en développement, le concept de gestion durable de l'environnement est véritablement introduit dans le cadre institutionnel seulement au lendemain de la Conférence de Rio sur l'Environnement et le Développement (CNUED) en juin 1992.

L'évaluation sectorielle intersectorielle de la mise en œuvre des AME relatifs à la diversité biologique, aux changements climatiques, à la désertification, à l'eau, à l'assainissement et à la pollution au Togo a permis :

- de mettre en exergue les atouts et opportunités, les contraintes et les faiblesses ;
- d'inventorier les efforts réalisés par le Togo. A titre d'illustrations :
 - en matière de gestion de la diversité biologique, des inventaires ont été réalisés, la Monographie nationale, la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique, le Cadre National de Biosécurité et le Profil environnemental du littoral du Togo ont été élaborés. Certaines actions de terrains ont été également marquées par des activités d'information, d'éducation et de communication, et de conservation *in situ*.
 - en matière de gestion de la problématique des changements climatiques, le Togo a élaboré la Communication Nationale Initiale dont les différentes étapes du processus ont pris en compte des actions d'information, d'éducation, de formation, de sensibilisation et de communication sur les changements climatiques et les opportunités liées à la mise en œuvre du MDP.
 - en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, le Togo a élaboré son Programme National de lutte contre la Désertification et produit deux rapports sur la mise en œuvre de la CCD.
 - enfin, en matière de gestion de l'eau et des problèmes d'assainissement et de pollution, le Togo a réalisé des études qui ont permis d'identifier les potentialités en ressources en eau et la faiblesse des taux de couverture des services en eau potable et en assainissement de base. Il a également élaboré la politique nationale de l'approvisionnement en eau potable et de gestion intégrée des ressources en eau et la politique nationale d'hygiène et d'assainissement. En outre, des inventaires des POPs et des études sur les SAO et les pollutions marines ont permis d'élaborer des plans et programme de gestion spécifiques ;

- de relever les insuffisances qui reposent essentiellement sur la mise en oeuvre sectorielle et l'exécution partielle des mesures d'ordre politique, stratégique et technique ;
- d'identifier les besoins en matière de renforcement de capacités au plan sectoriel et intersectoriel.

Cette évaluation sectorielle et intersectorielle révèle aussi que les efforts réalisés sont modestes à cause de l'importance des contraintes et des insuffisances identifiées d'ordre systémique, institutionnel et individuel.

Ainsi, afin de permettre au Togo de respecter ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale et de tirer profit des opportunités offertes par les AME, il est recommandé :

➤ ***Au plan sectoriel ;***

1. la consolidation des cadres institutionnels et réglementaires relatifs aux quatre thématiques pour faciliter une concertation et une collaboration plus efficaces entre les institutions étatiques et les autres acteurs en vue d'une synergie d'actions ;
2. le renforcement des capacités systémiques, institutionnelles et humaines afin d'atteindre les objectifs visés en matière de gestion de l'environnement mondial ;
3. le renforcement de l'alphabétisation fonctionnelle des populations rurales afin d'améliorer leur niveau de connaissances dans le domaine de la désertification avec l'appui des ONG et autres acteurs de développement ;
4. la réalisation des infrastructures d'assainissement parallèlement à l'exécution des programmes de construction de points d'eau potable ;
5. la mise en œuvre des plans directeurs de l'assainissement dans le cadre de l'assainissement collectif ;
6. la finalisation des instruments juridiques régissant le secteur d'activités industrielles et extractives afin de freiner la pollution qui ne cesse d'augmenter ;

➤ ***Au plan intersectoriel :***

7. le renforcement de la conscience nationale en matière d'environnement par des actions d'information, de sensibilisation, d'éducation et de communication afin de donner aux citoyens la possibilité de se motiver et de s'organiser pour participer activement aux actions de développement durable ;
8. le développement des politiques, des lois et des réglementations appropriées ou leur actualisation et le renforcement des institutions dans la prise de

- décisions, la surveillance et l'évaluation ainsi que l'application effectives de ces mesures ;
9. la création et le renforcement des capacités de la Commission Nationale pour le Développement Durable ;
 10. le recrutement et la mobilisation des moyens humains qualifiés, financiers et techniques suffisants pour leurs missions. A ce titre, l'environnement devra être inscrit, au terme de ce processus, comme l'une des priorités nationales.
 11. la promotion de la participation des populations à la gestion de l'environnement sans exception, particulièrement celle des femmes et des jeunes ;
 12. la mobilisation des ressources financières internes et externes par l'amélioration des mécanismes de négociation avec les donateurs et les bailleurs de fonds.

BIBLIOGRAPHIE

I- DOCUMENTS DE POLITIQUES ET DERATEGIE NATIONALES

1. MERF, 1998 : Politique Nationale de l'Environnement du Togo,. 35 p.
2. MERF, 2001 : Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification, 161 p.
3. MERF, 2003 : Stratégie de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique, 164 p.
4. MERF, 2004 : Stratégie Nationale de Mise en Œuvre de la CCNUCC, 115 p.
5. MERF, 1997. Plan National d'Action pour l'Environnement du Togo, 173 p.
6. MERF, 2005. Cadre National de Biosécurité, 160 p.

II- RAPPORTS

1. BRABANT P, & Al., 1996 : Etat de dégradation des terres résultant des activités humaines, édition ORSTOM, 55 p.
2. FEM, 2001 : Guide de l'autoévaluation nationale des capacités à renforcer pour gérer l'environnement mondial, p.22-32.
3. GEF, 2001 : Éléments de collaboration stratégique et cadre de l'action du FEM pour un renforcement des capacités à l'appui de la protection de l'environnement mondial : Formule proposée.
4. MERF, 1999 : Premier Rapport National de mise en œuvre de Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification au Togo, 30p.
5. MERF, 1999. Profil environnemental du littoral du Togo. Projet Régional Grand Ecosystème Marin du Golfe de Guinée, Ministère de l'Environnement et de la Production Forestière, ONUDI, Université du Bénin.
6. MERF, 2001 : Communication Nationale Initiale du Togo sur les Changements Climatiques, 2001p.
7. MERF, 2002 : Bilan de la mise en œuvre de l'Agenda 21 au Togo, 62 p.
8. MERF, 2002 : Rapport national sur le Bassin du fleuve Volta au Togo : Inventaire des. Éléments environnementaux prioritaires : Analyse, Stratégie et Plan d'Action, 81p.

9. MERF, 2005 : Troisième Rapport National de mise en œuvre de Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification au Togo. 52 p.
10. MERF, 2005 : Troisième Rapport National sur la Biodiversité, 97p.
11. MERF, 2006 : Profil Environnemental du Littoral du Togo, 122 p.
12. Ministère de l'Eau et des Ressources Hydrauliques, 2007 : Politique et Stratégie Nationale pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au Togo, Volume 3 : avant projet de Loi portant code de l'eau.
13. Ministère de l'Eau et des Ressources Hydrauliques: Politique nationale d'hygiène et d'assainissement.
14. Ministère de la Santé, 2001 : Diagnostic de la situation de l'hygiène assainissement au Togo.
15. Ministère de la Santé, 2006 : Politique sectorielle en matière d'Approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu rural et semi - urbain au Togo.
16. OURO- DJERI, E. 2007 : Bilan de trente années de célébration de la journée de l'arbre au Togo : Communication , 9 p.
17. OURO-DJERI, E. ; KOUAMENOU, M. et OURO-LANDJO W., 1999 : Expérience Togolaise en Matière de lutte Contre la Désertification et proposition de Stratégies et de Plan d'Action. PNAE/ MEPF, Togo 75p.

III- INSTRUMENTS JURIDIQUES

1. PNUE, 1995 : Convention des Nations Unies sur la Lutte contre désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, 71p.
2. Secrétariat de CCD, 1995, Convention sur la lutte Contre la désertification.
3. Secrétariat de la CDB, 2001 : Convention sur la Diversité Biologique,.
4. Secrétariat de la CNUCC, 1992 : Texte juridique de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

ANNEXES

Annexe 1

Principaux Conventions, Traités et Accords internationaux auxquels le Togo est Partie en matière d'environnement.

1. Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture, Genève 1921
2. Convention relative à la conservation de la faune et la flore à l'état naturel, Londres 1933
3. Convention internationale pour la protection des végétaux, Rome 1951
4. Accord concernant les mesures à prendre pour la protection des peuplements de grosses crevettes, de homards d'Europe, de langoustines et de crabes, Oslo 1952.
5. Convention sur le criquet migrateur africain, Kano 1962
6. Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, Moscou 1963.
7. Convention phytosanitaire pour l'Afrique, Kinshasa 1967.
8. Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Alger 1968.
9. Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine, Ramsar 1971.
10. Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, Londres, Moscou, Washington 1971
11. Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, Paris 1972
12. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques, (biologiques) et à toxines et sur leur destruction, Londres, Moscou, Washington 1972
13. Convention internationale sur la prévention de la pollution par les navires, Londres 1973
14. Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets et d'autres matières, Londres 1973
15. Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (C.I.T.E.S.), Washington 1973

16. Convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, Bonn 1979
17. Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique et l'Ouest et Centre (WACAF), Abidjan 1981
18. Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique, Abidjan 1981
19. Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, Montego Bay 1982
20. Accord international sur les bois tropicaux, Genève 1983
21. Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, Vienne 1985
22. Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire d'urgence radiologique, Vienne 1986
23. Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Montréal 1987
24. Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer de déchets dangereux en Afrique et sur le contrôle de leurs mouvements transfrontalières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, Bamako 1991
25. Convention sur la diversité biologique, Rio 1992
26. Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, Rio 1992
27. Convention sur la Lutte contre la Désertification ; Paris 1994.

Annexe 2

TERMES DE REFERENCE

1. Contexte et justification

Le Togo vient de procéder, à travers quatre (04) études thématiques, au bilan de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) qu'il a signés et ratifiés et à une ébauche d'identification de besoins nationaux en matière de renforcement des capacités dans le cadre de l'exécution du ***Projet Auto évaluation des Capacités Nationales à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR)***. Les quatre études ont principalement fait le bilan de la mise en œuvre des Conventions des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la Diversité Biologique, la Désertification, et sur les questions de l'eau, y compris les pollutions et l'assainissement.

Le bilan a permis de relever des contraintes et faiblesses, ainsi que des forces et atouts dans la mise en œuvre des trois conventions de Rio et des programmes et projets en matière de l'eau, pollutions et assainissement. Ce travail a balisé la voie pour la réalisation d'un profil thématique pour chacun des quatre domaines, et pour une analyse intersectorielle, afin de permettre aux représentants des institutions publiques, privées, des ONG et de la Société civile impliquées dans le processus de dégager les priorités nationales en matière de besoins et de capacités à renforcer.

2. Objectif de l'étude

L'étude vise un double objectif. Il s'agit de faire :

- une évaluation approfondie des besoins nationaux et les possibilités en matière de renforcement de capacités pour chacun des quatre (04) domaines couverts par l'étude sur le bilan de situation, et ;
- une analyse intersectorielle des quatre (04) thématiques pour en dégager les liens et synergies dans la mise en œuvre des trois (03) Conventions de Rio.

3. Résultats attendus

Le résultat attendu est la production d'un document d'analyse approfondie d'orientation de base qui dégage les besoins nationaux en renforcement de capacités sectorielles et intersectorielles au triple plan individuel, institutionnel et systémique.

Le document devra également prendre en compte les possibilités et la nécessité d'intégrer et de promouvoir les aspects relatifs au genre en accordant une attention particulière aux différences qui existent entre l'homme et la femme en ce qui concerne les opportunités des AME au Togo.

4. Eléments de méthodologie

Le travail devra se faire par un consultant indépendant sous l'autorité de la coordination du projet et devra procéder à une revue analytique approfondie des rapports thématiques assortie de propositions concrètes et concises, relativement au mandat ci-dessous. Le consultant devra adopter une approche concertée et participative dans la réalisation de l'étude.

5. Mandat du consultant

Le mandat du consultant consiste à :

▪ ***pour l'évaluation thématique***

- dégager une compréhension claire des obligations au titre de chacune des conventions et identifier les possibilités offertes au pays ;
- examiner ce qui a été fait par le pays pour répondre à ses obligations et tirer profit des possibilités offertes par les conventions ;
- évaluer la performance du pays en termes de forces et contraintes pour répondre à ses obligations et tirer profit de sa participation à la mise en œuvre des AME ;
- identifier les besoins ainsi que les possibilités prioritaires de renforcement de capacités ***pour chacun des quatre (04) thématiques couvertes par le bilan de situation*** (Changements climatiques, Diversité Biologique, Désertification et les questions de l'eau, y compris les pollutions et l'assainissement), au plan individuel, institutionnel et systémique, et ;
- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

▪ ***pour l'analyse intersectorielle***

- identifier et analyser les forces, les contraintes et les besoins prioritaires en matière de renforcement de capacités intersectorielles ainsi que les possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies ;

- établir une liste de possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies dans la mise en œuvre des AME et dans la gestion de l'environnement mondial et national visant un développement durable ;
- établir une liste préliminaire des actions possibles de renforcement de capacités nécessaires pour répondre aux besoins intersectoriels prioritaires.

Le consultant devra préciser à ce niveau la manière d'intégrer au mieux les secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux. De même, le consultant précisera comment les activités dans le cadre des AME peuvent mieux servir et soutenir les initiatives nationales en vue d'optimiser les avantages et contribuer à un développement durable au niveau mondial et national ;

- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

4. Qualifications

Le consultant devra répondre à l'un des profils ci-après : un Botaniste, un Ecologue, un Zoologiste, un Biologiste, un Environnementaliste, un Géographe, un Forestier, un Juriste spécialisé en gestion de l'environnement, un Agronome, ayant des connaissances avérées dans les domaines thématiques des trois (03) conventions de Rio, de l'eau, des pollutions et de l'assainissement. Il devra également avoir une aptitude en analyse des capacités individuelles, institutionnelles et systémiques, une grande capacité de communication et de rédaction de rapport de portée nationale et internationale, et une expérience dans un processus de consultation des acteurs locaux.

Le consultant doit avoir un niveau BAC + 5 minimum, possédant une expérience de sept (07) ans au moins dans la réalisation d'études dans le domaine de l'environnement et particulièrement dans celui des Conventions de Rio et des questions de l'eau, y compris les pollutions et l'assainissement.

La maîtrise de l'outil informatique est un atout dans la sélection du candidat.

5. Obligations

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec la coordination du projet avec laquelle il s'entendra sur les détails des termes de référence. Il devra soumettre, avant la signature du contrat avec le PNUD, la méthodologie de travail, en tenant compte des détails convenus et des éléments de méthodologie décrits ci-haut.

L'étude sera réalisée en prenant comme premiers documents de base les rapports des quatre (04) études thématiques.

Le rapport /document comportera un résumé de 02 pages maximum et une bibliographie.

Le consultant déposera le rapport/document provisoire de l'étude à l'expiration franche de 30 jours. Le rapport /document définitif sera remis 07 jours après la réception des observations de la coordination du projet.

Le consultant prendra part aux réunions entrant dans le cadre de la validation de l'étude.

6. Coût et financement de l'étude

Le budget de l'étude qui sera déterminé dans le contrat de prestation de service qui sera conclu avec le PNUD équivaut aux prestations de 30 jours de consultation.

7. Durée de l'étude

La durée de l'étude est estimée à deux (02) mois, y compris l'atelier de validation du rapport.

8. Langue de travail et forme de remise du rapport/document

La langue de travail est le français. Le rapport/document final sera remis sur support papier et sous format numérique compatible PC, Microsoft Word, police Garamond, taille 14, interligne 1.